

Les comptes des établissements publics de santé 2004

La présente brochure porte sur la situation financière et comptable des établissements publics de santé (E.P.S.) au titre de l'exercice 2004. Elle est réalisée à partir de l'exploitation des comptes de gestion de ces établissements.

La première partie de ce document présente, outre des données contextuelles, une synthèse nationale commentée et illustrée des principales rubriques comptables retraçant l'exécution des opérations d'exploitation et d'investissement des budgets des E.P.S. de métropole et des départements d'outre-mer, et ce pour les budgets principaux et l'ensemble de leurs budgets annexes.

Un compte de résultat agrégé, un bilan, une série de ratios rénovés présentés au niveau national et des éléments d'analyse financière constituent la seconde partie de cette brochure.

Les données essentielles de l'exécution des budgets 2004 sont les suivantes :

- Les dépenses budgétaires réelles des E.P.S. atteignent 58,3 Mds€, dont 51,8 en exploitation, soit une hausse de 5,5 %. Les dépenses en section d'investissement atteignent 6,6 Mds€ soit une augmentation de 16,5 %. Dans cet ensemble, les dépenses d'investissement proprement dites, atteignent 4,42 Mds€, soit un accroissement significatif de 21,2 % par rapport à 2003.

- Les ressources totales présentent une évolution de 6,9 % : 59,3 Mds€ contre 55,5 en 2003.

La dotation globale de financement, principale ressource des établissements publics de santé, s'établit en 2004 à 40,54 Mds€ (+ 5,2 % par rapport à 2003), pour l'activité hospitalière des établissements publics de santé. Elle constitue ainsi plus des deux tiers des recettes du secteur public hospitalier.

Ainsi, la mise en œuvre du plan « Hôpital 2007 » engagée depuis la fin de l'année 2002 s'est traduite par une augmentation soutenue de l'investissement hospitalier, notamment des constructions (+ 32 %), qui s'est amplifiée en 2004. Ce plan se poursuit par la réforme du régime budgétaire et comptable des hôpitaux en liaison avec la mise en place progressive, depuis 2004, du nouveau mode de financement des Etablissements Publics de Santé (tarification à l'activité).

Dans ce contexte particulièrement évolutif, je souhaite que cette publication apporte à ses lecteurs une information exhaustive et de qualité sur la situation économique et financière du secteur public hospitalier. Mes services sont à leur écoute pour répondre à toute demande de précisions complémentaires et pour prendre en compte toute remarque sur ce document.

Dominique LAMIOT
Directeur général de la comptabilité publique,

Sommaire

| | pages |
|--|-----------|
| | ----- |
| 1) Généralités sur le système budgétaire et comptable du secteur public hospitalier | 4 |
| 1.1 Les établissements publics de santé dans le système de soins français | 5 |
| 1.2 Méthode d'analyse des comptes | 8 |
| 2) Les résultats de l'exercice 2004 | 12 |
| 2.1 L'exécution du budget et les comptes des EPS | 13 |
| 2.2 Données d'exploitation | 16 |
| 2.3 Données patrimoniales | 22 |
| 3) Tableaux agrégés et ratios nationaux | 36 |
| 4) Annexes | 48 |
| 4.1 Définition des ratios | 49 |
| 4.2 Lexique | 54 |
| 4.3 Avertissement méthodologique relatif aux flux budgétaires internes à l'AP-HP | 56 |

***1 - Généralités sur le Système budgétaire
et comptable du secteur public hospitalier***

1.1 - LES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE DANS LE SYSTEME DE SOINS FRANCAIS

Les dépenses de santé des Français ont représenté près de 148 milliards d'euros en 2004¹, soit 8,9 % du PIB², dont près de 44% pour les soins hospitaliers et en sections médicalisées et 26 % pour les soins ambulatoires.

| (en millions d'euros) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | %tage 2004 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|------------|
| Soins hospitaliers | 49 738 | 51 667 | 55 732 | 57 769 | 60 448 | 40,90 % |
| Soins en sections Médicalisées | 2 931 | 3 096 | 2 292 | 3 733 | 4 118 | 2,79 % |
| Soins ambulatoires | 31 223 | 32 961 | 35 407 | 37 963 | 39 643 | 26,82 % |
| Médicaments | 23 631 | 25 502 | 26 928 | 28 555 | 30 071 | 20,35 % |
| Autres | 9 914 | 10 906 | 11 700 | 12 523 | 13 501 | 9,14 % |
| Total | 117 437 | 124 132 | 132 059 | 140 543 | 147 781 | 100,0 % |

Source: comptes nationaux de la santé

1.1.1 - Hôpitaux publics, cliniques privées et établissements participant au service public hospitalier

En 2004, le secteur hospitalier comprend trois catégories principales d'établissements³ :

- les établissements publics de santé (EPS), qui relèvent de l'article L. 711-6⁴ du code de la santé publique et auxquels la présente brochure est consacré ;
- les établissements de santé privés à but non lucratif participant à l'exécution du service public hospitalier (PSPH) ;
- les autres établissements privés, à but lucratif ou non lucratif.

Seuls les établissements publics de santé font l'objet de la présente étude.

1 On notera qu'à l'occasion du changement de base des comptes nationaux, l'évaluation de certains postes de la consommation médicale a été révisée à la baisse ; ces modifications ont cependant peu d'incidences sur le profil d'évolution des consommations.

2 Le montant du PIB est de 1.657 milliards d'euros courants en 2004.

3 Les établissements privés « sous prix de journée préfectoraux » étaient notamment des établissements de cure, des établissements conventionnés au titre de l'aide sociale, des établissements de rééducation fonctionnelle et des maisons d'enfants à caractère sanitaire. Cette catégorie a été supprimée en 1998. Les établissements qui en relevaient sont aujourd'hui rattachés à la catégorie des PSPH, soit à celle des cliniques privées.

4 Pour la clarté de l'exposé, l'ancienne numérotation de la partie législative du code de la santé publique (CSP) a été conservée . Pour la table de correspondance avec le nouveau CSP (ordonnance n°200-548 du 15 juin 2000, voir le site de Légifrance : www.Legifrance.gouv.fr/html/France-codes-lois-reglt.htm

1.1.2 - Les établissements publics de santé

Les établissements publics de santé (EPS) sont des personnes morales dotées d'un patrimoine propre et de l'autonomie financière et comptable. Ils sont administrés par un conseil d'administration présidé par un élu local et par un directeur nommé, après avis de ce conseil, par le ministre de la Santé. Ils sont rattachés à une collectivité locale, le plus souvent une commune, mais aussi un département ou un groupement de collectivités locales. Leurs actes sont soumis à un contrôle soit *a priori*, pour les actes budgétaires et les actes de gestion les plus importants, soit *a posteriori*. Ce contrôle est pour l'essentiel, exercé par les agences régionales de l'hospitalisation (ARH), qui sont en outre responsables de la planification sanitaire et de la répartition des crédits entre les établissements.

Les EPS occupent, à bien des égards, une place spécifique au sein du secteur public local, dont ils représentent une part importante. En effet, bien que la nature du service assuré soit dans une large mesure comparable à celle des cliniques privées, leur vocation médicale et universitaire, ainsi que leurs missions de service public les différencient nettement à la fois du secteur privé et d'un bon nombre d'autres services publics locaux.

Les EPS ne constituent pas une catégorie homogène de collectivités et recouvrent une grande diversité de situations. C'est pourquoi, par souci de cohérence statistique, on distinguera dans l'étude qui suit plusieurs sous catégories présentant une plus grande homogénéité.

Typologie juridique et aménagements

L'article 711-6 du code de la santé publique ne distingue que deux catégories d'établissements :

a) les centres hospitaliers, parmi lesquels les centres hospitaliers régionaux - CHR, (qui prennent le nom de centres hospitaliers universitaires - CHU - lorsqu'ils assurent une fonction d'enseignement dans le cadre d'une convention avec une université) prennent en charge les soins hautement spécialisés. Pour les raisons d'homogénéité précédemment évoquées, on distinguera en leur sein :

- l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), qui regroupe trente-cinq établissements dont plusieurs CHU et représente à elle seule environ 11 % des crédits affectés à l'hospitalisation publique,

- les autres CHR, au nombre de 30, qui sont ou non des CHU,

- les centres hospitaliers spécialisés (C.H.S.) dans les activités relevant de la santé mentale, ce qui n'exclut pas les activités annexes (90 établissements recensés en 2004).

- les autres centres hospitaliers (C.H.), répartis en trois catégories de taille budgétaire (du budget général ou budget H) : moins de 20 M€, de 20 à 70 M€ environ, et plus de 70 M€.

b) les hôpitaux locaux dont la taille et les modes de fonctionnement spécifiques justifient une réglementation particulière.

5 de produits CAF (Capacité d'AutoFinancement) : Crédits nets de la classe 7 du budget général (à l'exception des comptes 7584, 775, 777, 78 et 79) sur la base des comptes de l'exercice 2003.

Dans cette catégorie, on retrouve également quelques centres hospitaliers pour lesquels ne subsistent plus que des activités de long séjour et/ou d'hébergement de personnes âgées dépendantes. Dans la suite de la présente brochure, l'ensemble de la catégorie ainsi définie sera désignée sous le vocable hôpitaux locaux et assimilés (H.L.)

c) il s'y ajoute les syndicats interhospitaliers (S.I.H.), au sein desquels plusieurs établissements s'associent pour l'exercice de fonctions communes, par exemple dans le domaine logistique ou pour l'utilisation des équipements lourds.

La nouvelle typologie financière utilisée pour cette étude se distingue quelque peu de la classification administrative traditionnelle des E.P.S.

L'organisation financière des Etablissements Publics de Santé

Le budget des hôpitaux publics s'organise dans le cadre d'un budget général et, en fonction des activités assurées par les établissements, un ou plusieurs budgets annexes.

Le budget principal (budget H), comporte lui-même deux sections :

* une section de fonctionnement qui retrace les recettes et les dépenses relatives à l'activité hospitalière proprement dite ;

* une section d'investissement qui retrace l'ensemble des opérations d'investissement de l'hôpital et concerne donc l'ensemble des activités (il en résulte que la comptabilité patrimoniale et le bilan ne sont pas ventilés entre le budget général et les budgets annexes).

Les budgets annexes sont respectivement consacrés :

- à la dotation non affectée qui enregistre les produits et charges relatifs au patrimoine, notamment foncier de l'hôpital public, non affecté à l'activité hospitalière ;
- aux Unités de Soins de Long Séjour (USLD) du 2^{ème} article L711-2 du Code de la Santé Publique ;
- à chacune des activités mentionnées à l'article L711-2-1 du CSP, c'est-à-dire les services et établissements sociaux et médico-sociaux. On y distingue :
 - * les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.) ;
 - * les maisons de retraite, médicalisées ou non ;
 - * les hospices ;
 - * les services de soins à domicile (SIDPA et HAD - Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Agées et Hospitalisation à Domicile) ;
 - * les « autres services relevant de la loi sociale du 30 juin 1975 », qui recouvrent notamment les activités d'accueil spécialisé (Centres d'Aide par le Travail, Instituts Médico-Educatifs) ;
- aux activités exercées par les hôpitaux dans le cadre de la lutte contre l'alcoolisme (article L 355-1 du C.S.P.) ;

- aux structures pour toxicomanes (article L 711-8 du C.S.P).

Les budgets principaux représentent environ 90 % du total des crédits de fonctionnement des hôpitaux publics, mais la part des budgets annexes est souvent d'autant plus importante que les établissements sont plus petits (cas des hôpitaux locaux et des centres hospitaliers de taille modeste).

La réforme du système budgétaire et comptable des Etablissements Publics de Santé consécutive à la modification du mode de financement des E.P.S. (mise en place de la tarification à l'activité) se traduira dans les années à venir par une profonde refonte de ces dispositifs.

1.1.3 - L'activité des établissements publics de santé

Avec 1119 établissements publics de santé et syndicats interhospitaliers recensés par la direction générale de la comptabilité publique, un effectif de plus de 750 000 agents et salariés et un budget total de 64,5 milliards d'euros en 2004, les hôpitaux publics emploient le sixième des effectifs totaux de la fonction publique.

Le tableau ci-dessous indique les principales évolutions enregistrées en 2004 par rapport à 2003 :

| Type d'établissements | Nombre d'établissements hospitaliers | Nombre de lits ou places | Nombre d'hospitalisés | Nombre de jours d'hospitalisation | Durée d'hospitalisation (1) | Taux d'occupation (2) |
|------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| A.P.- H.P. Paris | 1 | 24 627 | 1 002 110 | 7 647 286 | 7,63 | 85,08 |
| Centres Hospitaliers Régionaux | 30 | 68 958 | 2 775 589 | 19 432 133 | 7,00 | 77,20 |
| Centres hospitaliers (> 70 M€) | 109 | 101 229 | 3 755 528 | 29 702 488 | 7,91 | 80,39 |
| Centres hospitaliers (20-70 M€) | 184 | 80 135 | 2 238 685 | 23 973 440 | 10,71 | 81,96 |
| Centres hospitaliers (< 20 M€) | 196 | 40 388 | 637 887 | 14 118 039 | 22,13 | 95,77 |
| Centres hospitaliers spécialisés | 90 | 51 867 | 326 539 | 14 158 950 | 43,36 | 74,79 |
| Hôpitaux Locaux et Assimilés | 408 | 63 796 | 233 204 | 21 890 535 | 93,87 | 94,01 |
| Syndicats interhospitaliers. | 101 | 2 469 | 34 186 | 388 515 | 11,36 | 43,11 |
| ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS | 1 119 | 433 469 | 11 003 728 | 131 311 386 | 11,93 | 82,99 |
| Rappel exercice 2003 | 1 128 | 457 397 | 11 178 617 | 133 180 513 | 11,91 | 79,77 |

$$(1) \text{ Durée d'hospitalisation} = \frac{\text{Nombre de journées d'hospitalisation}}{\text{Nombre d'hospitalisés}}$$

$$(2) \text{ Taux d'occupation} = \frac{\text{Nombre de jours d'hospitalisation}}{\text{Nombre de lits ou places} \times 365} \times 100$$

1.2 – Méthode d'Analyse des Comptes

1.2.1 – Budget et Plan Comptable des Etablissements Publics de Santé

Le plan comptable du secteur public hospitalier, qui s'inspire du plan comptable général de 1982, est mis en application depuis le 1^{er} janvier 1988 (instruction comptable M21).

Les comptabilités dont la centralisation constitue la substance du présent recueil, décrivent les opérations au cours d'un exercice. A la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

Les budgets s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année.

Le terme d'exercice utilisé dans les données de cette brochure désigne l'ensemble des opérations d'une année civile, très légèrement prolongée pour y comprendre la constatation de charges et de produits nés pendant l'année, mais que des circonstances diverses n'ont pas permis de passer en écritures avant le 31 décembre.

Le **budget hospitalier** est présenté en deux sections (exploitation et investissement) selon un cadre défini par circulaire interministérielle. Il en va de même pour les décisions modificatives et les documents annexes.

Ce budget comprend un budget principal et éventuellement un ou plusieurs budgets annexes. L'ensemble des tableaux de synthèse de la présente brochure intègre les données du budget principal et de l'ensemble des budgets annexes des établissements publics de santé.

Les autorisations de dépenses et les prévisions de recettes qui figurent au budget hospitalier sont en outre présentées et votées par groupe fonctionnel.

La répartition des dépenses et des recettes approuvées entre les comptes de chaque groupe fonctionnel est faite par le directeur d'établissement. Ces comptes déterminent le niveau de contrôle de la disponibilité des crédits exercé par le comptable.

La section d'exploitation retrace toutes les opérations concernant la gestion courante des services.

Sont inscrits :

- *En recettes* : la dotation globale de financement (groupe 1), les produits de l'activité hospitalière (groupe 2), les autres produits (groupe 3) et les transferts de charges (groupe 4) ;
- *En dépenses* : les charges d'exploitation relatives au personnel (groupe 1), les charges d'exploitation à caractère médical (groupe 2), les charges d'exploitation à caractère hôtelier et général (groupe 3) et les amortissements, provisions, charges financières et exceptionnelles (groupe 4).

Les budgets doivent être votés en équilibre. Les produits d'exploitation doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges d'exploitation. La section d'exploitation fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'investissement.

La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital, autrement dit les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine de l'établissement.

Figurent :

- *En recettes* : l'autofinancement brut (excédent de la section d'exploitation qu'il est possible de consacrer aux investissements) s'ajoute aux recettes encaissées directement en section d'investissement, désignées par le terme recettes réelles et constituées par des emprunts (groupe 1), des amortissements (groupe 2), des provisions (groupe 3) et d'autres recettes, notamment des subventions (groupe 4).

Les subventions proviennent soit de l'Etat, soit des collectivités locales.

Les emprunts sont contractés, pour l'essentiel, auprès des établissements de crédit. Les caisses d'assurance-maladie n'assurent quasiment plus de prêts aux établissements publics de santé.

• *En dépenses* : le remboursement de la dette (groupe 1), les immobilisations, c'est-à-dire l'investissement proprement dit (groupe 2), les reprises sur provisions (groupe 3) et les autres dépenses de la section d'investissement (groupe 4).

Les autorisations de dépenses de cette section sont classées par nature et, à l'exception du remboursement des emprunts, par opération. Cette classification vise à une présentation plus claire des crédits d'investissement, une opération pouvant se définir comme un ensemble cohérent de travaux ou d'acquisitions mobilières ou immobilières formant une unité, individualisée géographiquement ou fonctionnellement.

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement de l'établissement selon les résultats de l'année.

Ainsi, les comptes d'exploitation et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

La situation des éléments patrimoniaux des collectivités locales et des établissements publics locaux n'apparaît donc pas dans les sections d'exploitation et d'investissement qui retracent les seuls flux de l'année. Par contre, elle apparaît dans le bilan.

Le **bilan** présente ainsi :

- à l'actif : l'ensemble des biens et des créances classés en fonction de leur nature économique (immobilisations, stocks et en-cours, créances, disponibilités, comptes de régularisation) ;
- au passif : l'ensemble des ressources classées en fonction de leur nature juridique (capitaux propres, provisions pour risques et charges, dettes, comptes de régularisation).

1.2.2 – Liens avec la Comptabilité Nationale

L'analyse financière réalisée ne peut pas être rapprochée sans précaution des données de la comptabilité économique nationale.

En effet, le champ d'application n'est pas identique à celui retenu par la comptabilité économique nationale.

Par ailleurs, les concepts sur lesquels s'appuie cette analyse financière doivent être correctement compris pour éviter toute erreur d'interprétation.

A. En ce qui concerne le champ d'application, la définition du secteur public local retenue par la comptabilité économique nationale est à la fois à vocation restrictive, puisqu'elle ne comporte pas les établissements spécialisés tels que les établissements publics (leurs opérations sont retracées dans le compte des entreprises non financières) et spécifique, puisqu'elle ne coïncide pas avec la définition administrative traditionnelle des collectivités locales. Elle comporte des organismes tels que les chambres de commerce, de métiers et d'agriculture.

B. En ce qui concerne les concepts, l'analyse opérée dans le présent volume, qui résulte d'une synthèse exhaustive des comptabilités traitées individuellement et non d'une extrapolation à partir d'échantillons, permet :

- de mesurer les flux des dépenses et des recettes ;

- de suivre l'évolution des principales rubriques des comptes d'exploitation et d'investissement ;
- de dégager certains éléments tels que l'autofinancement, les annuités de la dette, l'équipement net.

Cette analyse est effectuée après élimination des opérations comptables d'ordre qui ne correspondent ni à des recettes ni à des dépenses effectives, mais procèdent à certains transferts d'un compte à un autre sans modifier le montant global des recettes et des dépenses.

Elle porte donc sur les flux économiques de dépenses et de recettes des exercices considérés. Ainsi, par exemple, les dotations pour amortissement et les remboursements des frais des budgets annexes n'apparaissent pas dans les charges d'exploitation et viennent, dès lors, accroître le montant de l'autofinancement tel qu'il est ensuite repris au niveau des ressources d'investissement.

Est ainsi dégagée une notion d'autofinancement appelée « autofinancement brut » qui permet de mesurer la capacité réelle des établissements à couvrir une partie de leurs dépenses d'investissement à l'aide de leurs ressources propres.

Cet autofinancement brut ne doit pas être confondu avec l'épargne brute définie par la comptabilité économique nationale. Celle-ci est le solde du compte « d'affectation » dont les ressources comprennent, notamment, les subventions d'équipement. De ce fait, elle diffère de la notion de virement de la section d'exploitation à la section d'investissement, notion ordinairement employée dans les comptabilités locales.

A cet égard, il faut également souligner que les dépenses d'investissement de la section d'investissement ne recouvrent pas les mêmes données que celles figurant au compte de capital des agents économiques, c'est-à-dire, la F.B.C.F. « formation brute de capital fixe » et les achats de terrains et d'immeubles. La section d'investissement des établissements publics locaux reprend ces éléments mais elle y ajoute des opérations financières (remboursements d'emprunts, prêts, avances accordées, etc.) qui apparaissent seulement dans les comptes financiers des agents de la comptabilité nationale. Mais, quelles que soient les distorsions qui apparaissent entre les analyses ci-après et les résultats de la comptabilité économique nationale, il reste que les deux séries de travaux sont établies grâce à l'exploitation exhaustive des comptes individuels de gestion tenus par les comptables du Trésor.

2 - Les résultats de l'exercice 2004

2.1. L'EXECUTION DU BUDGET ET LES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE EN 2004

2.1.1. L'exécution budgétaire

Les tableaux qui suivent présentent les recettes et les dépenses des établissements publics de santé par groupe fonctionnel, dans une optique budgétaire. Il s'agit des réalisations et non des prévisions.

On distingue le budget général (activité hospitalière ou budget H), les budgets annexes « long séjour », et les autres budgets annexes (essentiellement le budget annexe J, maisons de retraite). Nombre de ces budgets deviennent désormais des E.H.P.A.D (budget annexe E).

Les deux tableaux qui suivent prennent en compte les dotations aux amortissements et provisions (*environ 3,58 Mds€*), ainsi que les reprises sur provisions (*environ 318 M€*). Ce sont des dépenses et des recettes d'ordre budgétaire représentant des charges et des produits calculés, c'est-à-dire des flux internes. De même, les remboursements de frais par les budgets annexes (compte 7584) sont des flux internes, dont le niveau atteint 1,42 Md€.

Les tableaux présentés dans les autres parties de la brochure prennent en compte, dans la mesure du possible, les seuls flux réels.

(en millions d'euros)

| DEPENSES | Budget Général | Long Séjour | Autres B.A. ⁽¹⁾ | Total |
|---------------------------|-------------------|----------------|-------------------------------|---------------|
| Fonctionnement | 51 338 | 2 379 | 3 655 | 57 373 |
| <i>Dont</i> | | | | |
| Groupe I | 34 051 | 1 508 | 2 278 | 37 836 |
| Groupe II | 7 756 | 92 | 198 | 8 046 |
| Groupe III | 5 624 | 614 | 892 | 7 129 |
| Groupe IV | 3 761 | 165 | 279 | 4 205 |
| Hors Groupe | 146 | 1 | 9 | 157 |
| Investissement | 6 583 | | | 6 583 |
| <i>Dont</i> | | | | |
| Remboursement de la dette | 1 785 | | | 1 785 |
| Immobilisations | 4 446 | | | 4 446 |
| Reprises sur provisions | 226 | | | 226 |
| Autres dépenses | 125 | | | 125 |
| Total | 57 921 | 2 379 | 3 655 | 63 956 |

(1) Budgets annexes

(en millions d'euros)

| RECETTES | Budget Général | Long Séjour | Autres B.A. ⁽¹⁾ | Total |
|--------------------|-------------------|----------------|-------------------------------|---------------|
| Fonctionnement | 51 565 | 2 416 | 3 876 | 57 858 |
| <i>Dont</i> | | | | |
| Groupe I | 40 601 | 974 | 1 449 | 43 024 |
| Groupe II | 2 925 | 310 | 436 | 3 671 |
| Groupe III | 7 891 | 961 | 1 775 | 10 627 |
| Groupe IV | 49 | 170 | 206 | 425 |
| Hors Groupe | 98 | 1 | 11 | 111 |
| Investissement | 6 648 | | | 6 648 |
| <i>Dont</i> | | | | |
| Emprunts | 2 892 | | | 2 892 |
| Amortissements | 2 499 | | | 2 499 |
| Provisions et ICNE | 357 | | | 357 |
| Autres recettes | 900 | | | 900 |
| Total | 58 213 | 2 416 | 3 876 | 64 505 |

(1) Budgets annexes

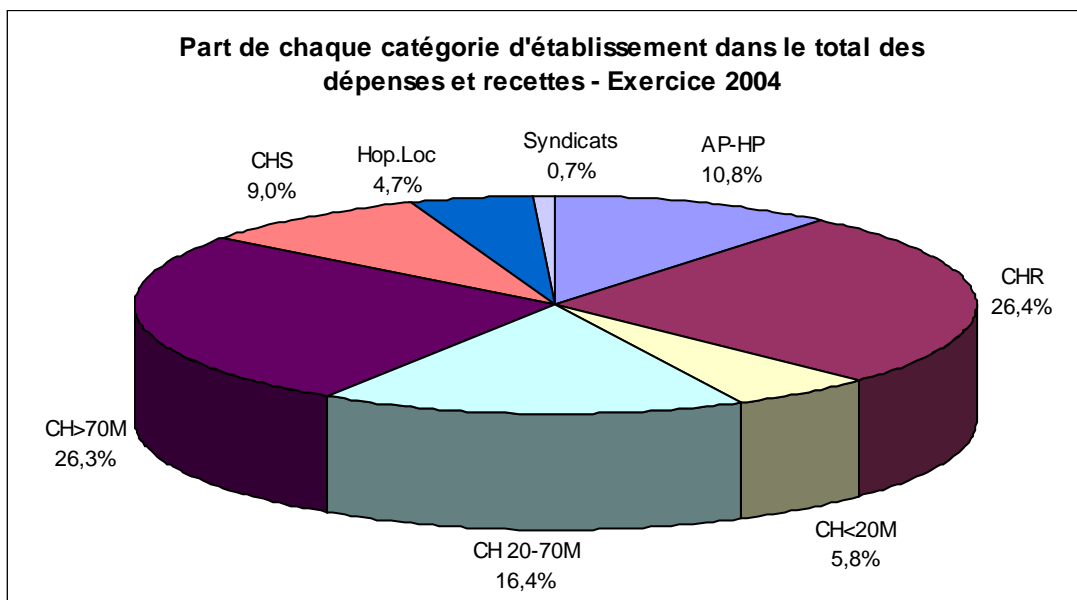
La sommation par groupes fonctionnels est donnée à titre indicatif.

Dans la suite de la brochure, les données présentées sont celles du budget général et de l'ensemble des budgets annexes.

2.1.2. Synthèse des données des budgets généraux et de l'ensemble des budgets annexes

(en millions d'euros)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 |
|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Dépenses totales | 58 360 (+ 5,5 %) | 55 317 (+ 6,3 %) | 52 030 (+ 7,0 %) | 48 601 (+ 4,5 %) |
| dont : | | | | |
| - section d'exploitation | 51 804 | 49 692 | 47 155 | 44 132 |
| - section d'investissement | 6 556 | 5 625 | 4 875 | 4 469 |
| Recettes totales | 59 305 (+ 6,9 %) | 55 470 (+ 6,0 %) | 52 328 (+ 7,0 %) | 48 913 (+ 4,5 %) |
| dont : | | | | |
| - section d'exploitation | 55 450 | 52 497 | 49 850 | 46 713 |
| - section d'investissement (hors autofinancement) | 3.868 | 2 957 | 2 497 | 2 200 |
| Autofinancement brut | 3 602 (+ 19,3 %) | 3 019 (+ 10,2 %) | 2 737 (+ 5,4 %) | 2 594 (+ 5,7 %) |



2.2. LES DONNEES D'EXPLOITATION

2.2.1. Les charges d'exploitation : 51,8 Mds€ en 2004 (+ 4,2 %).

Les charges d'exploitation représentent, en 2004, près de 90 % des dépenses totales du secteur public hospitalier. Elles ont progressé de 5,3 % en moyenne entre 2000 et 2004 avec un pic de 6,8 % en 2002.

Charges d'exploitation - Secteur public hospitalier

(en millions d'euros)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Evolution moyenne |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| Frais médicaux, pharmaceutiques | 5 105,7 | 5 622,1 | 6 170,1 | 6 642,0 | 7 280,3 | 9,3% |
| Frais d'hôtellerie | 1 687,4 | 1 784,3 | 1 844,7 | 1 913,9 | 1 922,0 | 3,3% |
| Frais de personnel | 31 030,6 | 32 308,6 | 34 352,1 | 36 019,7 | 37 335,0 | 4,7% |
| Entretiens, réparations | 903,3 | 920,8 | 947,4 | 970,5 | 997,1 | 2,5% |
| Loyers, primes d'assurance | 368,7 | 371,3 | 393,1 | 441,3 | 482,0 | 6,9% |
| Electricité, eau, gaz, assainissement | 591,5 | 625,7 | 619,0 | 639,8 | 662,5 | 2,9% |
| Frais de gestion générale, transports | 1 069,7 | 1 123,3 | 1 317,6 | 1 394,0 | 1 189,2 | 2,7% |
| Intérêts des emprunts | 455,2 | 467,1 | 436,5 | 413,9 | 410,9 | -2,5% |
| Autres charges | 997,1 | 917,0 | 1 081,4 | 1 263,2 | 1 535,6 | 11,4% |
| Total des charges d'exploitation (1) | 42 203,2 | 44 132,0 | 47 154,5 | 49 691,8 | 51 803,7 | 5,3% |

Les frais de personnel : 37,3 Mds€ (+ 3,7 %).

Ils constituent **72,1 %** de l'ensemble des dépenses d'exploitation et ont progressé en moyenne de 4,7 % par an sur la période 2000-2004. Leur poids fluctue en fonction des catégories d'établissements (de 70,3 % pour les CHR et l'AP-HP à 79,2 % pour les hôpitaux locaux et assimilés et même 85,3 % pour les centres hospitaliers spécialisés, où la part des frais de personnel est, de par la nature de leur activité, traditionnellement plus importante que dans les autres catégories d'E.P.S.).

Ces frais de personnel constituent la presque totalité des dépenses du groupe fonctionnel 1 des sections de fonctionnement des budgets des EPS (37,81 Mds€).

Le solde est constitué des primes d'assurances (maladie, maternité, accidents du travail) pour 68 M€ et des charges de personnel reportées de l'exercice 2003 sur 2004 (par insuffisance de crédits), soit environ 403 M€.

Le groupe fonctionnel 1 de la seule activité hospitalière s'établit à 34,05 Mds€ en 2004 contre 32,75 Mds€ un an plus tôt (+ 4,5 %). Parmi les activités sociales et médico-sociales, il convient de noter que les plus importantes sont les unités de soins de longue durée (1.504 M€ de dépenses de personnel), les maisons de retraite intégrées aux hôpitaux (942 M€) et les Sections Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (930 M€).

A l'intérieur de ce groupe fonctionnel, et pour la seule activité hospitalière, les rémunérations du personnel non médical s'établissent à 18,07 Mds€ (+2,3 %), les rémunérations du personnel médical à 4,51 Mds€ (+ 4,2 %), les charges de sécurité sociale et de prévoyance augmentent de 4,3 % à 7,48 Mds€.

Tous types de budgets confondus, les rémunérations du personnel non médical non titulaire sur emplois permanents et du personnel non médical de remplacement (intérimaires) s'accroissent plus modérément en 2004 que lors des précédents exercices, atteignant 2 177 M€ (+ 6,0 % par rapport à 2003).

Les frais médicaux et pharmaceutiques : 7,28 Mds€ (+ 9,6 %).

Ils constituent le second poste des charges d'exploitation et la quasi-totalité des dépenses du groupe fonctionnel II. Les frais médicaux et pharmaceutiques représentent 14,1 % des charges d'exploitation, mais ce taux est très variable d'une catégorie d'établissements à l'autre ; il est essentiellement fonction de la technicité des soins délivrés dans les établissements. Cette part évolue de 2,3 % pour les C.H.S et 4,0 % pour les hôpitaux locaux, à 18,8 % pour les C.H.R. où la technicité des soins est très importante.

Pour la seule activité hospitalière, les dépenses de fonctionnement du groupe II représentent 7,76 Mds€ en 2004 contre 6,99 Mds€ un an plus tôt. L'augmentation de cette catégorie de dépenses est relativement soutenue depuis 1994.

Les autres rubriques.

Elles regroupent :

- les frais d'hôtellerie, 1,92 Md€, en augmentation de 0,4 % (contre 3,7 % en 2003). Ils représentent 3,7 % des charges d'exploitation. Ces dernières années, une quasi-stagnation des achats (alimentation, fournitures hôtelières) était constatée, alors que les fournitures de services extérieurs augmentaient de manière soutenue. 2004 marque une rupture de cette tendance, puisque les deux composantes (achats, consommation de services) sont quasi inchangées par rapport à 2003.
- les frais d'entretien et de réparations, 997 M€ (+27 %), soit une part de 2,1 %.
- les loyers et primes d'assurances, 482 M€ (+9,2 %), soit 0,8 % ;
- les dépenses d'électricité, d'eau, de gaz et d'assainissement, 663 M€ (+ 3,5 %) ;
- les frais de gestion générale et de transports, 1 189 M€ (-14,7 %). Mais hors AP-HP, la diminution est en fait beaucoup plus modérée (- 0,5 %). La forte baisse constatée est donc essentiellement due à des changements de méthode comptable.

Ces rubriques sont des composantes du groupe fonctionnel III. Pour la seule activité hospitalière, ce groupe représente, en 2004, 5,62 Mds€ contre 5,71 Mds€ en 2003, soit - 2,2 %.

Les intérêts des emprunts : 411 M€ (- 0,7 %).

Les intérêts des emprunts ont baissé de 3 M€ en 2004. Sur la période 1994-2004, la diminution du montant des charges financières a été de 4,8 % par an. Le poids des charges financières a ainsi diminué de 32,1 % de 1994 à 2004 (en francs ou euros courants).

L'AP-HP est l'établissement ayant le plus bénéficié de ces baisses (- 51 %) ; les CHR et les CHS connaissent aussi une diminution conséquente de leurs frais financiers de l'ordre de 37-38 %, alors que les centres hospitaliers et les hôpitaux locaux en bénéficient moins, respectivement 24 et 28 %.

Le poste "Autres charges" : 1.536 M€ (+21,6 %).

Ce poste intègre toutes les charges non ventilées dans les rubriques précédentes, notamment les impôts et taxes versés par les E.P.S, ainsi que les charges exceptionnelles. Ces charges diverses représentent désormais près de 3 % du total des charges d'exploitation.

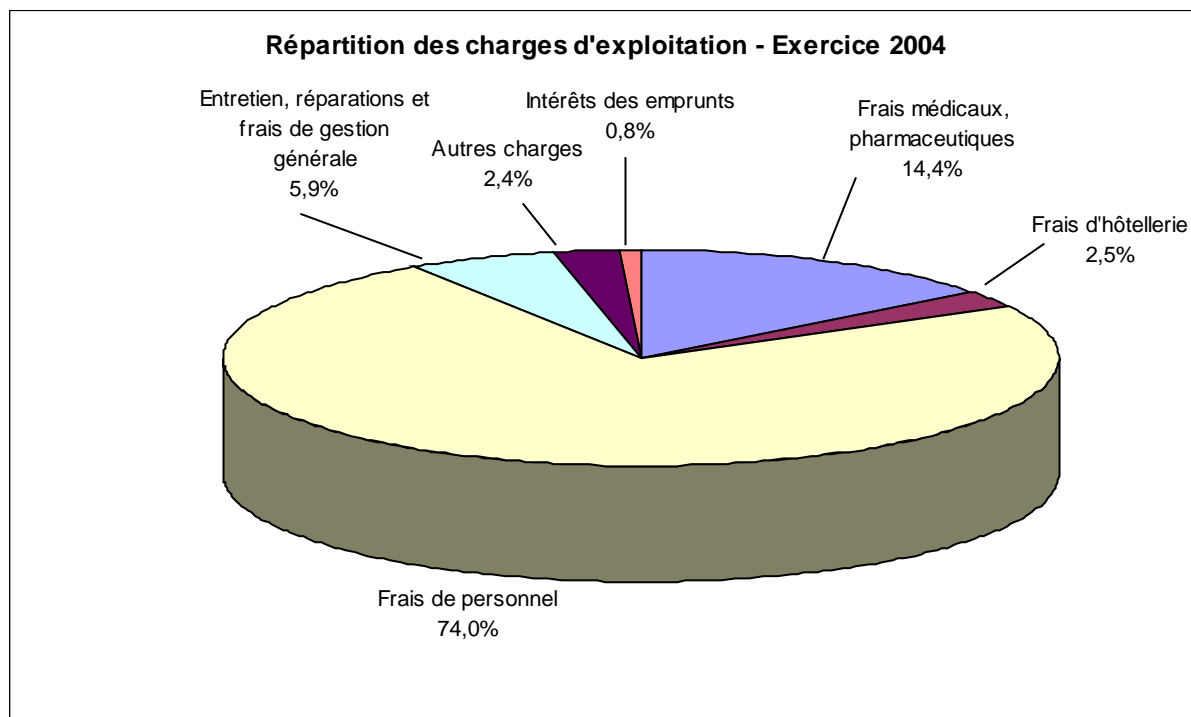
Ces charges ne prennent pas en compte les dotations aux amortissements et provisions qui entrent dans le cadre de l'autofinancement.

Charges d'exploitation par catégorie d'établissements - exercice 2004

(en millions d'euros)

| | A.P-H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | HopLoc | S.I.H. | TOTAL |
|---|----------------|-----------------|----------------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Frais médicaux, pharmaceutiques | 1 520,0 | 2 523,4 | 218,3 | 915,5 | 1 856,7 | 106,9 | 94,0 | 45,5 | 7 280,3 |
| Frais d'hôtellerie | 225,6 | 357,4 | 164,5 | 319,1 | 443,3 | 185,8 | 170,7 | 55,5 | 1 922,0 |
| Frais de personnel | 3 737,0 | 9 439,3 | 2 174,8 | 6 192,1 | 9 697,4 | 4 023,9 | 1 869,2 | 201,2 | 37 335,0 |
| Entretiens, réparations | 101,8 | 270,2 | 55,8 | 172,1 | 261,8 | 76,1 | 46,7 | 12,5 | 997,1 |
| Loyers, primes d'assurance | 20,4 | 97,6 | 36,8 | 88,0 | 130,9 | 60,9 | 40,6 | 6,8 | 482,0 |
| Electricité, eau, gaz, assainissement | 58,8 | 160,4 | 46,6 | 111,2 | 166,2 | 64,8 | 46,6 | 7,9 | 662,5 |
| Frais de gestion générale, transports | 421,1 | 174,5 | 63,2 | 171,3 | 231,8 | 82,3 | 36,5 | 8,5 | 1 189,2 |
| Intérêts des emprunts | 33,1 | 80,4 | 35,1 | 85,4 | 120,6 | 18,6 | 34,0 | 3,6 | 410,9 |
| Autres charges | 234,5 | 325,8 | 98,8 | 290,4 | 406,3 | 99,0 | 64,7 | 16,2 | 1 535,6 |
| Total des charges d'exploitation (1) | 6 350,2 | 13 425,6 | 2 893,1 | 8 343,8 | 13 314,1 | 4 717,8 | 2 401,7 | 357,5 | 51 803,7 |

(1) Le total des charges est inférieur à l'addition des rubriques de charges car le montant des travaux d'investissement effectués par les établissements pour eux-mêmes a été déduit du seul total des charges, sa ventilation entre les différentes rubriques ne pouvant être déterminée à partir des comptes de gestion.



On y trouve notamment, pour le budget de l'activité hospitalière, les pertes sur créances irrécouvrables budgétisées (106 M€, soit - 22 %) et des charges exceptionnelles - y compris les reports de charges - pour environ 960 M€.

2.2.2. Les produits d'exploitation : 55,4 Mds€ (+ 66 %).

Produits d'exploitation - Secteur Public Hospitalier

(en millions d'euros)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Evolution moyenne |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| Dotation globale et forfaits globaux | 34 720,2 | 36 187,6 | 38 038,7 | 40 373,7 | 42 557,1 | 5,2% |
| Produits des tarifications | 1 584,8 | 1 618,7 | 1 668,7 | 1 571,0 | 1 622,0 | 0,6% |
| Forfait journalier | 723,4 | 721,5 | 706,5 | 700,6 | 798,9 | 2,5% |
| Consultations, soins externes | 577,7 | 582,3 | 620,9 | 639,8 | 668,8 | 3,7% |
| Produits des budgets annexes (social) | 2 701,0 | 2 781,0 | 3 300,3 | 3 545,6 | 3 659,6 | 7,9% |
| Subventions, participations | 821,0 | 849,9 | 1 010,2 | 807,4 | 592,5 | -7,8% |
| Ventes de produits et marchandises | 1 702,8 | 2 026,5 | 2 425,7 | 2 622,9 | 2 761,0 | 12,8% |
| Autres produits | 1 808,7 | 1 928,0 | 2 063,1 | 2 252,2 | 2 777,1 | 11,3% |
| Total des produits d'exploitation | 44 639,7 | 46 695,5 | 49 834,2 | 52 513,2 | 55 436,9 | 5,6% |

Les produits d'exploitation représentent 93,5 % des recettes des établissements publics de santé en 2004, contre 94,7 % en 2003 et 95,5 % en 2001. La variation de ce pourcentage est essentiellement fonction de l'évolution des recettes en section d'investissement.

Ils ont augmenté en moyenne de 5,6 % sur la période 2000-2004.

Produits d'exploitation par catégorie d'établissements - Exercice 2004

(en millions d'euros)

| | A.P.-H.P. | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc. | S.I.H. | TOTAL |
|--|----------------|-----------------|----------------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Dotation globale et forfaits globaux | 4 490,7 | 11 849,4 | 2 123,4 | 6 886,9 | 11 499,9 | 4 408,7 | 1 141,3 | 156,7 | 42 557,1 |
| Produits des tarifications | 314,1 | 410,9 | 92,2 | 272,5 | 427,5 | 74,0 | 25,4 | 5,4 | 1 622,0 |
| Forfait journalier | 63,1 | 177,3 | 58,9 | 150,4 | 221,5 | 85,6 | 39,9 | 2,3 | 798,9 |
| Consultations, soins externes | 81,9 | 184,7 | 36,5 | 133,4 | 203,3 | 3,7 | 9,9 | 15,3 | 668,8 |
| Produits des budgets annexes (social) | 155,4 | 205,2 | 568,8 | 737,8 | 632,8 | 167,6 | 1 183,3 | 8,6 | 3 659,6 |
| Subventions, participations | 333,6 | 64,9 | 16,8 | 41,2 | 67,4 | 16,0 | 10,9 | 41,6 | 592,5 |
| Ventes de produits et marchandises | 986,2 | 725,0 | 51,0 | 247,2 | 567,0 | 43,0 | 34,5 | 107,2 | 2 761,0 |
| Autres produits | 417,4 | 684,1 | 155,6 | 468,2 | 617,4 | 253,6 | 134,5 | 46,3 | 2 777,1 |
| Total des produits d'exploitation | 6 842,3 | 14 301,5 | 3 103,2 | 8 937,5 | 14 236,8 | 5 052,3 | 2 579,8 | 383,5 | 55 436,9 |

La dotation globale de financement et les forfaits globaux de soins : 42,56 Mds€ (+ 5,8 %).

La dotation globale de financement et les forfaits globaux de soins, qui correspondent à la prise en charge des dépenses hospitalières par les régimes d'assurance maladie obligatoires, procurent aux E.P.S. près de 80% de leurs produits d'exploitation (78,4 %).

La part de la dotation globale de financement et des forfaits globaux de soins dans les produits d'exploitation est particulièrement importante pour les centres hospitaliers spécialisés et les C.H.R., où elle atteint respectivement 87,3 % et 82,9 % des produits d'exploitation. Elle est beaucoup moins élevée pour les hôpitaux locaux (44,2 %).

Pour l'ensemble des budgets principaux des EPS, la dotation globale de financement a atteint 40,54 Mds€ en 2004, contre 38,54 Mds€ en 2003, et 36,52 Mds€ en 2002, soit 2,00 Mds€ de plus (et une hausse de 5,2 %).

En ce qui concerne les budgets annexes (et plus particulièrement, les unités de soins de longue durée, les E.H.P.A.D. et les maisons de retraites), la dotation globale de financement - partie soins - se substitue au forfait global annuel de soins.

Les versements des caisses d'assurance-maladie ne se limitent pas à la dotation globale et aux forfaits globaux de soins, puisqu'ils peuvent comporter également des versements au titre de l'aide sociale, de conventions internationales et de diverses prestations.

Le produit des tarifications : 1,62 Md€ (+ 3,3 %).

Le produit des tarifications constitue la seconde ressource de fonctionnement des E.P.S. après la dotation globale de financement et des forfaits globaux de soins. Il s'agit d'une partie des recettes du groupe II des budgets généraux des EPS.

Les produits issus du système de tarification individuelle à la charge des débiteurs autres que les organismes de sécurité sociale s'accroissent de 51 M€ par rapport à 2003 et continuent à se concentrer sur un nombre plus restreint de structures. Ainsi, en 2004, 758 EPS facturaient des spécialités de médecine (contre 842 en 1994) et 394 facturaient des spécialités en chirurgie (contre 446 en 1994), soit 4 EPS de moins qu'en 2003.

Les produits issus des tarifications augmentent dans toutes les catégories d'hôpitaux. Ils représentent 2,93 % des produits d'exploitation.

Plus globalement, les produits du groupe II des budgets principaux (produits de l'activité hospitalière) ont progressé de 6,2 % en 2004. Il s'agit de la première hausse significative depuis le début des années 90. En effet, la hausse moyenne sur la période 1994-2002 n'excédait pas 1,2 %.

Le forfait journalier : 799 M€ (+ 14 %)

Cette recette s'établit à presque 800 M€ pour 2004, soit une hausse de 99 M€ et de 14 % par rapport à 2003. Avant sa revalorisation au début de 2004, la baisse de cette ressource, proportionnelle aux nombres de séjours hospitaliers, a été de 3,8 % depuis 1996, les baisses les plus marquées ayant été enregistrées pour les centres hospitaliers spécialisés (17,6 % au cours de la période 1996-2003) et les hôpitaux locaux (- 16,5%). Toutefois, cette recette était en hausse légère pour les centres hospitaliers généraux.

Malgré cette hausse en 2004, le forfait journalier ne représente toujours que 1,44 % des produits d'exploitation, contre 1,82 % en 1996 (et 1,33 % en 2003). Ce taux atteint toutefois 1,9 % pour les centres hospitaliers de moins de 20 M€. Il a diminué pour les CHS.

D'autre part, les produits liés aux prestations effectuées au profit des malades ou consultants d'autres établissements atteignent 120,5 M€ en 2004 (3 M€ de plus qu'en 2004), dont 54 pour les CHU. 348 EPS facturent ce type de prestations (contre seulement 280 en 1994).

Les produits des autres activités hospitalières et les produits des budgets sociaux et médico-sociaux

Les consultations et soins externes représentent 669 M€ (+ 4,5 %).

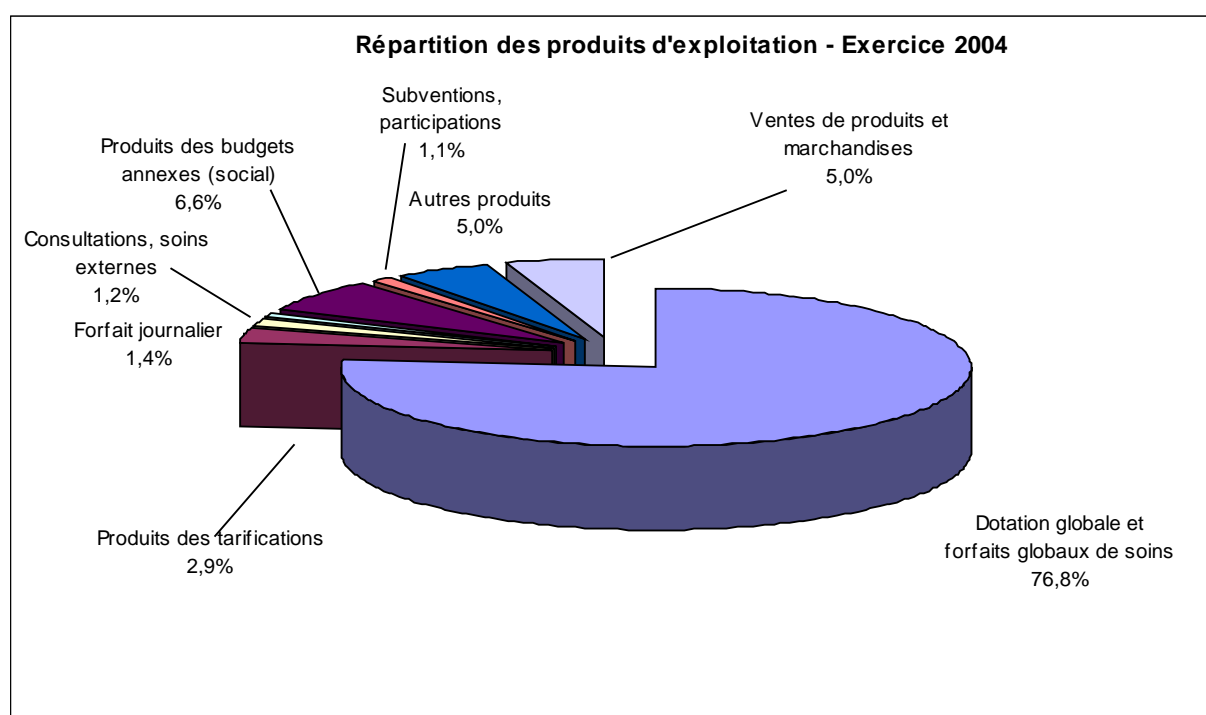
Les produits des activités subsidiaires continuent à progresser fortement, notamment la rétrocession de médicaments (1,26 Md€ hors AP-HP, soit une progression de 7,5 %).

Les produits des activités annexes (services aux malades et aux accompagnants principalement) atteignent 584 M€, soit une diminution de 0,5 %.

Les produits des budgets annexes (activités sociales et médico-sociales) représentent 3,66 Mds€ et augmentent de 3,2 %. Il s'agit pour l'essentiel de produits liés à l'hébergement des personnes âgées, pris en charge par les départements (844 M€) ou directement par les résidents (1,496 Md€). Les produits relatifs à la dépendance y compris l'APA, mais hors contribution de l'assurance maladie, complètent ces ressources à hauteur de 705 M€, et les produits issus des forfaits journaliers 482 M€. Les produits afférents aux soins dus directement par les hébergés s'élèvent à 17 M€.

Les autres produits : 2,78 Mds€ (+ 23 %)

Les produits divers non détaillés dans les rubriques précédentes concernent principalement les produits de gestion courante (compte 75 pour 1,38 Md€) dont une large part au titre des remboursements de frais - hors remboursement des dépenses des budgets annexes effectuées par le budget général, ôtées - Ils comprennent également des produits financiers (compte 76 pour 23 M€), et des produits exceptionnels (la presque intégralité du compte 77 pour 656 M€).



2.3. LES DONNEES PATRIMONIALES

2.3.1. Les dépenses de la section d'investissement : 6,56 Mds€ (+15,3 %).

Le montant des dépenses d'investissement progresse en 2004 à un rythme encore plus soutenu que celui de 2003 (+9,1 %) et aussi très supérieur à celui des trois années précédentes, où il était de l'ordre de 3 à 5 %. En fait, il faut remonter à 1992 pour trouver une progression du même ordre des dépenses de la section d'investissement. Elles représentent désormais plus de 11,2 % du total des dépenses, soit un point entier de plus qu'en 2003.

Il convient de distinguer les dépenses d'équipement de l'ensemble des dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement direct (ou dépenses d'équipement).

Elles s'élèvent à 4,42 Mds€ en 2004, contre 3,65 Mds€ en 2003, 3,13 Mds€ en 2002, 2,82 Mds€ en 2001, 2,68 Mds€ en 2000, et 2,66 Mds€ en 1999 ; elles représentent près des deux tiers des dépenses de la section d'investissement (66,0 %).

L'investissement a augmenté de 21,1 % en 2004 après 16,4 % en 2003 et 10,0 % en 2002. Il s'agit des plus fortes hausses depuis l'exercice 1992.

Les immobilisations en cours, 2.667 M€ en 2004, contre 2.035 M€ en 2003, 1.700 M€ en 2002, et 1.459 M€ en 2001), représentent désormais trois cinquièmes de l'investissement direct (60,3 %) et se sont accrues de 31 %. Ce poste prédomine dans certaines catégories d'E.P.S (AP-HP, CHR, CH de moins de 20 M€ et centres de moyen et long séjour). Elles correspondent à des investissements immobiliers ou à des investissements en matériels médicaux lourds, pour lesquels les travaux s'étalent sur plusieurs années. Elles sont le reflet de l'important effort de modernisation actuellement en cours en liaison avec le volet investissement du plan Hôpital 2007.

Les immobilisations incorporelles et corporelles totalisent 1.751 M€ dont 1.620 au titre des biens corporels. Ce poste connaît une augmentation significative de 8,7 % soit 153 M€ de plus qu'en 2003.

Opérations d'investissement - dépenses - Secteur Public Hospitalier

(en millions d'euros)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Evolution moyenne |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| Investissements directs : | 2 681,6 | 2 816,6 | 3 129,8 | 3 646,2 | 4 418,1 | 13,3% |
| Constructions | 1 342,2 | 1 421,6 | 1 624,9 | 1 937,8 | 2 560,6 | 17,5% |
| Equipements | 842,1 | 866,0 | 962,6 | 1 066,5 | 1 156,3 | 8,2% |
| Autres immobilisations | 497,3 | 529,1 | 542,3 | 641,9 | 701,2 | 9,0% |
| Autres dépenses d'investissements : | 1 641,6 | 1 652,4 | 1 746,2 | 1 979,2 | 2 137,7 | 6,8% |
| Remb. d'emprunts et dettes assimilées | 1 308,6 | 1 339,9 | 1 403,3 | 1 649,1 | 1 782,9 | 8,0% |
| <i>dont remb. d'emprunts auprès des E.C.</i> | 1 230,0 | 1 258,9 | 1 337,8 | 1 464,6 | 1 604,0 | 6,9% |
| Acquisitions d'immobilisations financières | 99,7 | 107,3 | 126,2 | 127,7 | 103,3 | 0,9% |
| Autres dépenses | 233,4 | 205,3 | 216,6 | 202,4 | 251,5 | 1,9% |
| <i>Total des dépenses d'investissement</i> | 4 323,3 | 4 469,0 | 4 875,9 | 5 625,4 | 6 555,9 | 11,0% |
| Dépenses totales de l'exercice | 46 526,5 | 48 601,0 | 52 030,4 | 55 317,3 | 58 359,6 | 5,8% |

Opérations d'investissement - dépenses - Exercice 2004

(en millions d'euros)

| | A.P- H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | HopLoc | S.I.H. | TOTAL |
|--|----------------|-----------------|----------------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Investissements directs : | 393,5 | 1 228,5 | 292,4 | 712,3 | 1 172,9 | 356,9 | 211,9 | 49,7 | 4 418,1 |
| Constructions | 136,5 | 653,7 | 192,1 | 428,0 | 731,4 | 257,3 | 139,8 | 21,8 | 2 560,6 |
| Equipements | 166,1 | 388,9 | 58,2 | 178,3 | 277,2 | 33,5 | 35,9 | 18,2 | 1 156,3 |
| Autres immobilisations | 90,9 | 186,0 | 42,1 | 106,0 | 164,3 | 66,1 | 36,2 | 9,7 | 701,2 |
| Autres dépenses d'investissements : | 243,1 | 506,7 | 129,5 | 364,6 | 639,0 | 118,2 | 113,4 | 23,2 | 2 137,7 |
| Remb. d'emprunts et dettes assimilées | 225,1 | 433,0 | 89,8 | 310,8 | 538,4 | 91,3 | 80,9 | 13,7 | 1 782,9 |
| <i>dont remb. d'emprunts auprès des E.C.</i> | 100,2 | 429,1 | 82,3 | 296,2 | 527,0 | 88,2 | 67,4 | 13,6 | 1 604,0 |
| Acquisitions d'immobilisations financières | 3,5 | 18,7 | 18,0 | 13,1 | 7,7 | 18,6 | 22,6 | 1,2 | 103,3 |
| Autres dépenses | 14,4 | 55,1 | 21,7 | 40,7 | 93,0 | 8,4 | 9,9 | 8,3 | 251,5 |
| <i>Total des dépenses d'investissement</i> | 636,6 | 1 735,2 | 421,8 | 1 076,9 | 1 812,0 | 475,1 | 325,4 | 72,8 | 6 555,9 |
| Dépenses totales de l'exercice | 6 986,8 | 15 160,9 | 3 314,9 | 9 420,7 | 15 126,1 | 5 192,9 | 2 727,0 | 430,3 | 58 359,6 |

Par catégorie d'établissements, il convient de remarquer que, par rapport à leurs dépenses totales, ce sont les hôpitaux locaux et les « petits » CH, mais aussi désormais les CHR-CHU qui réalisent l'effort d'investissement le plus important, respectivement 8,8, 7,9 et 8,1 %, les autres catégories se situant aux alentours de la moyenne 7,6 %, à l'exception des C.H.S. et de l'AP-HP, pour lesquels le montant des investissements représente respectivement 6,8 et 6,5 % de leurs dépenses totales.

En termes de croissance des investissements, ce sont les Centres Hospitaliers Spécialisés et l'AP-HP qui connaissent la plus forte progression de leurs investissements (+29 %), devant les Centres Hospitaliers Régionaux (+ 25,5 %), les Centres Hospitaliers de taille moyenne et supérieure (+ 19 %). En revanche, les investissements des Hôpitaux Locaux n'augmentent que modérément (+ 8 %), après avoir déjà stagné en 2003.

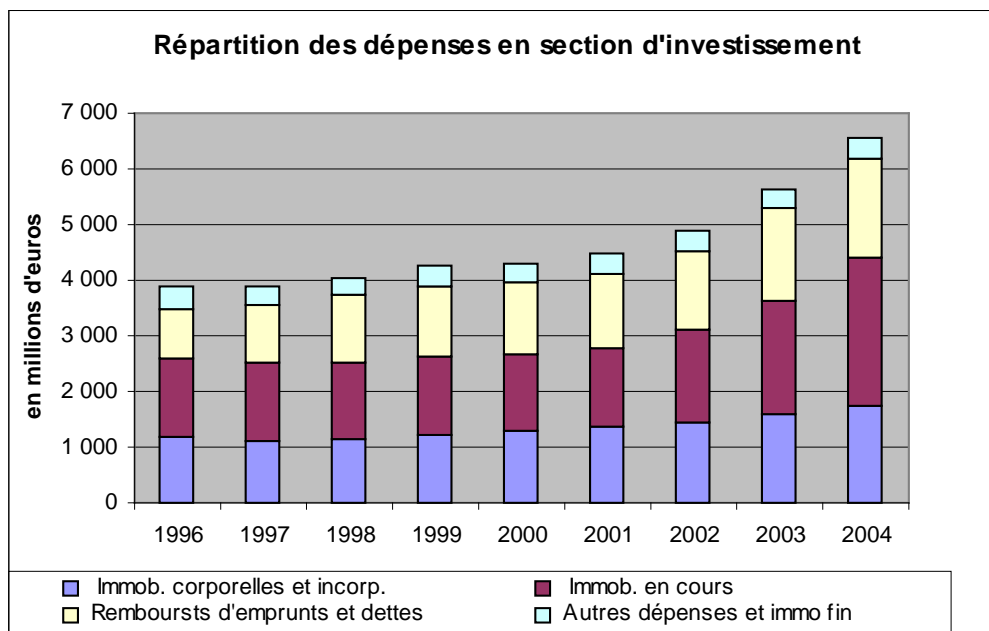
Les autres dépenses d'investissement.

Elles sont composées essentiellement des **remboursements d'emprunts** à hauteur de 1.783 M€, ce qui correspond à 83,4 % des dépenses hors investissements directs. Elles augmentent de 144 M€ en 2004, contre 245 M€ en 2003, et 62 M€ en 2002. Les hausses de ces deux dernières années sont consécutives à l'accroissement significatif de la dette des EPS et prennent le pas sur les opérations de renégociation de la dette et sur la négociation d'emprunts de type CLTR (Contrats Long Terme Renouvelables). Toutefois, les informations issues des centralisations des comptes de gestion ne nous permettent pas de distinguer précisément entre ces différentes composantes.

L'annuité de remboursement des emprunts progresse de 6,3 % en 2004. La somme des intérêts sur emprunts et du remboursement en capital (hors intérêts courus non échus) atteint 2.194 M€ (2.063 M€ en 2003, 1.839 M€ en 2002).

Le poids des intérêts dans le total de l'annuité des emprunts s'établit à 18,7 % en 2004, soit un point et quatre dixièmes de moins qu'en 2003 (20,1 %). Il baisse constamment depuis plus de dix ans et est passé de 53,0% en 1992 à 18,7 % désormais (25,9 % en 2001 et 33,9 % en 1997).

Les acquisitions d'immobilisations financières restent peu significatives : 1,6 % des dépenses de la section d'investissement (103 M€).



2.3.2. Les recettes de la section d'investissement : 7,47 Mds€ (+ 25,0 %).

Les recettes de la section d'investissement augmentent très fortement en 2004, et bien davantage qu'en 2002 et en 2003 ; cette hausse provient pour partie de l'accroissement de l'autofinancement : il augmente de 19,3 %, soit 9 points de plus qu'en 2003. La progression moyenne sur la période 2000-2004 a été de 10,1 % par an. Les recettes externes réaugmentent (585 M€, soit + 20,8 %). Le recours à l'emprunt est de nouveau en forte augmentation : + 31 %, après + 26 % en 2003. L'augmentation moyenne du recours à l'emprunt est de 18,9 % sur les exercices 2000 à 2004.

Opérations d'investissement - recettes - Secteur Public Hospitalier

(en millions d'euros)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Evolution moyenne |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| Subventions, participations | 160,6 | 171,7 | 204,7 | 263,3 | 396,9 | 25,4% |
| Emprunts et dettes assimilées | 1 446,5 | 1 562,7 | 1 754,8 | 2 209,8 | 2 886,8 | 18,9% |
| - dont emprunts auprès des E.C. | 1 371,6 | 1 525,4 | 1 721,2 | 2 165,0 | 2 830,6 | 19,9% |
| Autres recettes : | 530,1 | 468,9 | 536,7 | 483,9 | 584,6 | 2,5% |
| - ventes d'immeubles | 26,6 | 26,9 | 37,9 | 27,3 | 36,1 | 8,0% |
| - cessions d'immobilisations fin. | 166,6 | 112,5 | 122,8 | 116,1 | 135,1 | -5,1% |
| - recettes diverses | 337,0 | 329,5 | 376,0 | 340,6 | 413,4 | 5,2% |
| Total recettes réelles d'investissement | 2 137,3 | 2 203,3 | 2 496,2 | 2 957,0 | 3 868,3 | 16,0% |
| Autofinancement brut (AB) | 2 452,6 | 2 594,4 | 2 736,9 | 3 019,0 | 3 602,3 | 10,1% |
| Total des recettes d'investissement | 4 589,8 | 4 797,7 | 5 233,1 | 5 976,0 | 7 470,6 | 13,0% |
| Recettes totales de l'exercice hors autofinancement brut | 46 776,9 | 48 898,7 | 52 330,4 | 55 470,1 | 59 305,2 | 6,1% |

Les recettes réelles d'investissement : 3,87 Mds€

Hors autofinancement, les recettes d'investissement réelles s'établissent à 3,87 Mds€ en 2004, contre 2,96 Mds€ en 2003, ce qui représente 6,5 % des ressources totales. La part des recettes réelles (essentiellement externes) dans le total des recettes de la section d'investissement, représente désormais 51,8 % des recettes de la section d'investissement. Cette part présente cependant des fluctuations importantes en fonction des catégories d'établissements. Elles représentent 55 % pour les CHR-CHU, 53,5 % des recettes d'investissement des centres hospitaliers, 45 % pour les CHS, et de l'ordre de 42 % pour l'AP-HP et les hôpitaux locaux, où l'autofinancement est donc prépondérant.

Les emprunts, dont le volume croît de 2.210 à 2.887 M€ de 2003 à 2004, représentent, comme en 2003, près de 75 % de ces recettes réelles d'investissement (contre 70 % environ pour les trois exercices 2000-2002). Le recours au financement par emprunt s'est fortement accru depuis 2000 ; pour 2004, la hausse est de 677 M€. Les établissements mobilisant le plus d'emprunts sont les Centres Hospitaliers Généraux, pour lesquels les emprunts de 2004 représentent 5,44 % du total des recettes, les C.H.R. les suivent de peu (5,08 %) alors que les autres établissements (AP-HP, CHS, Hôpitaux Locaux) se situent en dessous de la moyenne (dont le niveau est de 4,87 %).

Les subventions et participations complètent le financement externe des E.P.S. à raison de 397 M€, ce qui représente 10,3 % des recettes réelles perçues (+ 134 M€ par rapport à 2003). La part des subventions et participations obtenues par les EPS pour assurer le financement de leurs investissements

avait fortement décliné de 1996 à 1999 (147 M€). Cette part était devenue marginale (moins de 7 % en 1999). Depuis 2002 et la mise en œuvre du plan Hôpital 2007, la tendance s'est inversée et le montant de 2004 dépasse celui de 1996 (240 M€). Il faut remonter à 1997 pour retrouver un taux supérieur à 10 %, sachant que pendant la période 1998-1997, les subventions et participations représentaient annuellement de 10 à 14 % des recettes réelles d'investissement.

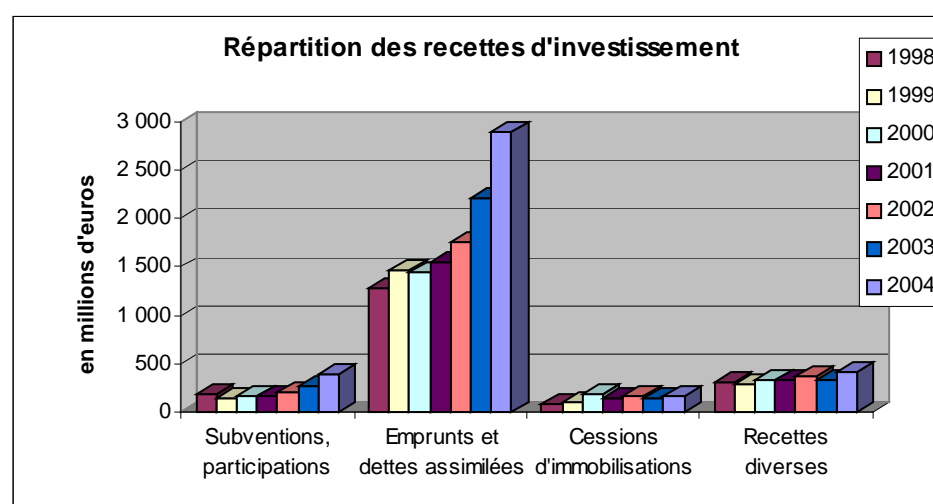
Ce sont dans les hôpitaux de petite taille (hôpitaux locaux, centres hospitaliers < 20 M€) que la part de ces subventions dans le total des recettes réelles d'investissement est la plus importante (respectivement 21 et 15 %), puis vient l'AP-HP (13 %). Pour les CHS, cette part s'établit à 5 %.

Les **ressources internes**, provenant de cessions d'immobilisations augmentent de plus de 10 %. Elles restent cependant secondaires (161 M€) et représentent en 2004, moins de 5 % des recettes d'investissement.

Opérations d'investissement - recettes - Exercice 2004

(en millions d'euros)

| | A.P.-H.P. | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc. | S.I.H. | TOTAL |
|---|----------------|-----------------|----------------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Subventions, participations | 38,7 | 97,4 | 38,6 | 74,1 | 96,8 | 11,9 | 33,9 | 5,5 | 396,9 |
| Emprunts et dettes assimilées | 260,1 | 781,5 | 178,2 | 461,0 | 900,3 | 176,7 | 88,6 | 40,3 | 2 886,8 |
| - dont emprunts auprès des E.C. | 260,0 | 780,0 | 169,5 | 449,6 | 888,7 | 167,7 | 75,5 | 39,7 | 2 830,6 |
| Autres recettes : | -1,9 | 201,2 | 43,5 | 99,4 | 137,1 | 54,7 | 38,3 | 12,4 | 584,6 |
| - ventes d'immeubles | 3,2 | 10,0 | 3,2 | 6,8 | 4,3 | 3,1 | 2,2 | 3,1 | 36,1 |
| - cessions d'immobilisations fin. | 0,4 | 19,6 | 19,4 | 31,6 | 13,2 | 27,0 | 22,1 | 1,7 | 135,1 |
| - recettes diverses | -5,6 | 171,7 | 20,8 | 61,0 | 119,6 | 24,6 | 13,9 | 7,5 | 413,4 |
| Total recettes réelles d'investissement | 296,9 | 1 080,1 | 260,2 | 634,5 | 1 134,2 | 243,3 | 160,8 | 58,2 | 3 868,3 |
| Autofinancement brut (AB) | 404,2 | 889,9 | 211,8 | 599,2 | 954,3 | 298,3 | 221,9 | 22,7 | 3 602,3 |
| Total des recettes d'investissement | 701,1 | 1 970,1 | 472,0 | 1 233,7 | 2 088,5 | 541,5 | 382,7 | 80,9 | 7 470,6 |
| Recettes totales de l'exercice hors autofinancement brut | 7 139,2 | 15 381,6 | 3 363,4 | 9 572,0 | 15 371,0 | 5 295,6 | 2 740,7 | 441,7 | 59 305,2 |



L'autofinancement brut : 3,60 Mds€.

L'autofinancement brut⁶ progresse fortement en 2004 (+ 19,3 %), ce qui ne lui permet cependant pas de rester supérieur aux recettes réelles d'investissement. L'autofinancement progresse beaucoup pour les C.H.S. (+ 28 %), les CH > 70M€ (+ 27,5 %) et pour l'AP-HP (+ 23,5 %). Sa croissance est beaucoup plus modérée pour les Hôpitaux Locaux (+ 11 %), les CHR (+ 10 %), et pour les Centres Hospitaliers de moins de 20 M€ (+ 9 %).

L'autofinancement représente 6,07 % des recettes totales des EPS. Cette part est la plus importante pour les Hôpitaux Locaux (8,09 %). Elle se situe à des niveaux assez voisins pour les autres catégories d'EPS (de 6,30 % pour les centres hospitaliers de petite taille à 5,63 % pour les CHS). Les CHR, avec un taux de 5,79 % se situent désormais un peu en dessous de la moyenne, de même que l'AP-HP (5,66 %).

2.3.3. Le financement des équipements : 5,25 Mds€ en 2004

Les financements disponibles qui regroupent d'une part, les ressources internes, tel l'autofinancement disponible (autofinancement brut diminué des dépenses financières nettes) et, d'autre part, les fonds extérieurs (emprunts, subventions et participations) s'élèvent au total à 5,25 Mds€. Ces fonds disponibles, affectés au financement des équipements, augmentent par rapport à 2003 de 33,6 %. Les équipements à financer représentent un montant de 4,42 Mds€ (contre 3,58 Mds€ en 2003).

Tous établissements confondus, le taux de couverture des dépenses d'équipement par les fonds disponibles est largement assuré (119,9 %). En conséquence, le fonds de roulement des EPS augmente en 2004 par rapport à 2003.

En 2004, toutes les catégories d'EPS ont pu augmenter leur fonds de roulement, en vue de financer les futurs investissements prévus dans le cadre du plan Hôpital 2007. Ce phénomène est plus marqué pour les hôpitaux locaux et les centres hospitaliers les plus importants que pour les autres catégories d'EPS.

L'emprunt et l'autofinancement disponible assurent l'essentiel de la couverture des dépenses d'équipement.

L'autofinancement disponible croît fortement ; en 2004, il s'établit à 1.525 M€ contre 905 M€ en 2003, 893 M€ en 2002, 890 M€ en 2001 et 824 M€ en 2000.

Le montant des subventions d'équipements, notamment le FMESPP⁷, et des participations reçues par les établissements publics de santé connaît une augmentation importante, amorcée dès 2000 (161 M€ en 2000, 205 M€ en 2002, 263 M€ en 2003 et désormais 97 M€ en 2004).

Les établissements publics de santé ont cependant davantage recours à l'emprunt (+ 677 M€). Il convient de distinguer les opérations liées à la renégociation de la dette des nouveaux emprunts affectés au financement de dépenses d'investissement et notamment les contrats du type Crédit Long Terme Renouvelable. Ainsi, le différentiel entre dépenses financières nettes et recours à l'emprunt et dettes assimilées s'établit à 809 M€ en 2004, contre 296 M€ en 2003, 67 M€ en 2002, - 5 M€ en 2001 et - 30 M€ en 2000.

Depuis quelques années, il apparaît qu'une part croissante de l'autofinancement brut est consacrée au service de la dette. L'autofinancement restant disponible pour l'investissement est diminué d'autant. Il devient alors nécessaire de contracter de nouveaux emprunts pour financer les dépenses d'investissement. Le tableau Couverture des dépenses d'équipement illustre ce phénomène.

⁶ Définition comptable : Débits c/68 – Crédits c/78 + Crédits c/106 et c/111.

⁷ FMESPP : Fonds de Modernisation des Etablissements de Santé Publics et Privés.

Couverture des dépenses d'équipement

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 | 1999 | 1998 |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Autofinancement | 34,79% | 25,47% | 28,88% | 31,86% | 31,03% | 21,33% | 26,28% |
| Emprunts | 65,88% | 62,15% | 56,70% | 56,00% | 54,84% | 55,90% | 51,01% |
| Rec. Div. / Subventions | 19,22% | 22,95% | 24,02% | 23,10% | 24,24% | 21,45% | 24,11% |

Sources de Financement rapportées aux dépenses d'équipement net (2004)

| | A.P.-H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|---|----------|---------|----------------------|----------|---------|--------|---------|--------|---------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| A. Investissements directs | 393,5 | 1 228,5 | 292,4 | 712,3 | 1 172,9 | 356,9 | 211,9 | 49,7 | 4 418,1 |
| B. Aliénations d'immobilisations | 3,2 | 10,0 | 3,2 | 6,8 | 4,3 | 3,1 | 2,2 | 3,1 | 36,1 |
| C. Dépenses d'équipement net (A-B) | 390,3 | 1 218,6 | 289,2 | 705,4 | 1 168,6 | 353,7 | 209,7 | 46,5 | 4 382,0 |
| D. Autofinancement brut | 404,2 | 889,9 | 211,8 | 599,2 | 954,3 | 298,3 | 221,9 | 22,7 | 3 602,3 |
| E. Dépenses financières nettes | 252,4 | 520,9 | 113,9 | 343,1 | 637,3 | 96,0 | 93,0 | 21,0 | 2 077,6 |
| F. Autofinancement disponible (D-E) | 151,8 | 369,0 | 97,9 | 256,1 | 317,0 | 202,3 | 128,8 | 1,7 | 1 524,7 |
| G. Subventions et participations | 38,7 | 97,4 | 38,6 | 74,1 | 96,8 | 11,9 | 33,9 | 5,5 | 396,9 |
| H. Emprunts et dettes assimilées | 260,1 | 781,5 | 178,2 | 461,0 | 900,3 | 176,7 | 88,6 | 40,3 | 2 886,8 |
| I. Recettes diverses | 15,3 | 173,0 | 21,3 | 61,0 | 125,4 | 25,9 | 15,5 | 8,0 | 445,4 |
| J. Total des fin. disponibles (F+G+H+I) | 466,0 | 1 420,9 | 336,0 | 852,2 | 1 439,5 | 416,8 | 266,9 | 55,6 | 5 253,8 |
| K. Taux de couverture dep. equip (en %). | 119,4 | 116,6 | 116,2 | 120,8 | 123,2 | 117,8 | 127,3 | 119,5 | 119,9 |
| L. Variation du fonds de roulement (J-C) | 75,7 | 202,3 | 46,8 | 146,7 | 270,9 | 63,1 | 57,2 | 9,1 | 871,7 |
| M. Montant des dépenses d'équipement réglées sans appel aux financements extérieurs extérieurs (F+I) | 167,2 | 542,0 | 119,3 | 317,0 | 442,4 | 228,2 | 144,3 | 9,7 | 1 970,1 |

2.3.4. La dette à moyen et long terme (+ 11,2 %)

A la clôture de l'exercice 2004, la dette totale des E.P.S. s'établit à 11,06 Mds€, soit une augmentation de 1.110 M€ en volume et 11,2 % par rapport à 2003(9,95 Mds€). Cette progression confirme la rupture de tendance enregistrée dès 2002. On constate, en effet, une amplification de la hausse de l'encours de la dette.

Seule, l'AP-HP a eu recours, dans le passé, à des emprunts obligataires (115 M€, en réduction de 124 M€). Les prêts et avances des caisses d'assurance maladie aux établissements publics de santé représentent désormais 346 M€ au 31 décembre 2004 contre 671 M€ en fin d'année 1993.

Aussi, la dette à moyen et long terme est-elle donc désormais constituée presque uniquement d'emprunts auprès des établissements de crédit. L'augmentation de l'en-cours de la dette contractée auprès de ces établissements est de 13,6 % en 2004. Cette dette représente 93,4 % du total de la dette à moyen et long terme des établissements publics de santé et 10,33 Mds€.

L'évolution de la dette par catégorie d'établissement présente certains contrastes : les C.H.R. et les C.H.S accroissent fortement leur endettement (+ 18,5 %). Ils sont imités par les CH > 70 M€ (+ 15 % d'endettement). Les autres catégories d'EPS se caractérisent par une hausse modérée de l'endettement (2 % pour les hôpitaux locaux, 3 % pour l'AP-HP et environ 6,5 % pour les autres CH).

En rapportant l'encours des emprunts et dettes assimilées aux recettes budgétaires réelles, il apparaît que les Hôpitaux Locaux demeurent les établissements les plus endettés (29,2 %, certes en diminution), alors que les CHR-CHU et les CHS sont les établissements les moins endettés (respectivement 14,8 % et 10,3 %, mais ces pourcentages sont en hausse par rapport à 2003). L'endettement moyen du secteur public hospitalier représente de l'ordre de 19 % des recettes budgétaires réelles (18 % en 2003).

Emprunts et dettes assimilées des E.P.S. de 1996 à 2004

(en millions d'euros)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|--|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Emprunts obligataires | 114,9 | 239,0 | 363,1 | 365,9 | 368,2 | 336,9 | 371,7 | 374,3 | 375,9 |
| Emprunts auprès des EC | 10 334,7 | 9 096,9 | 8 391,2 | 7 981,8 | 7 695,0 | 7 607,5 | 7 328,2 | 7 148,0 | 6 950,6 |
| Prêts et avances de l'Etat | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,9 | 0,3 |
| Prêts et avances des coll.loc | 11,0 | 10,9 | 11,9 | 12,0 | 13,4 | 13,4 | 15,9 | 18,9 | 20,7 |
| Prêts et avances des CPAM | 346,3 | 350,5 | 366,3 | 385,1 | 407,2 | 438,3 | 471,8 | 505,1 | 541,2 |
| Autres | 254,3 | 253,0 | 259,8 | 271,4 | 287,7 | 295,0 | 302,6 | 324,6 | 337,2 |
| Total des emprunts et dettes assimilées | 11 061,6 | 9 950,6 | 9 392,5 | 9 016,6 | 8 782,7 | 8 678,3 | 8 484,6 | 8 371,7 | 8 226,0 |
| Variation | 11,2% | 5,9% | 4,2% | 2,7% | 1,2% | 2,3% | 1,3% | 1,8% | 2,8% |

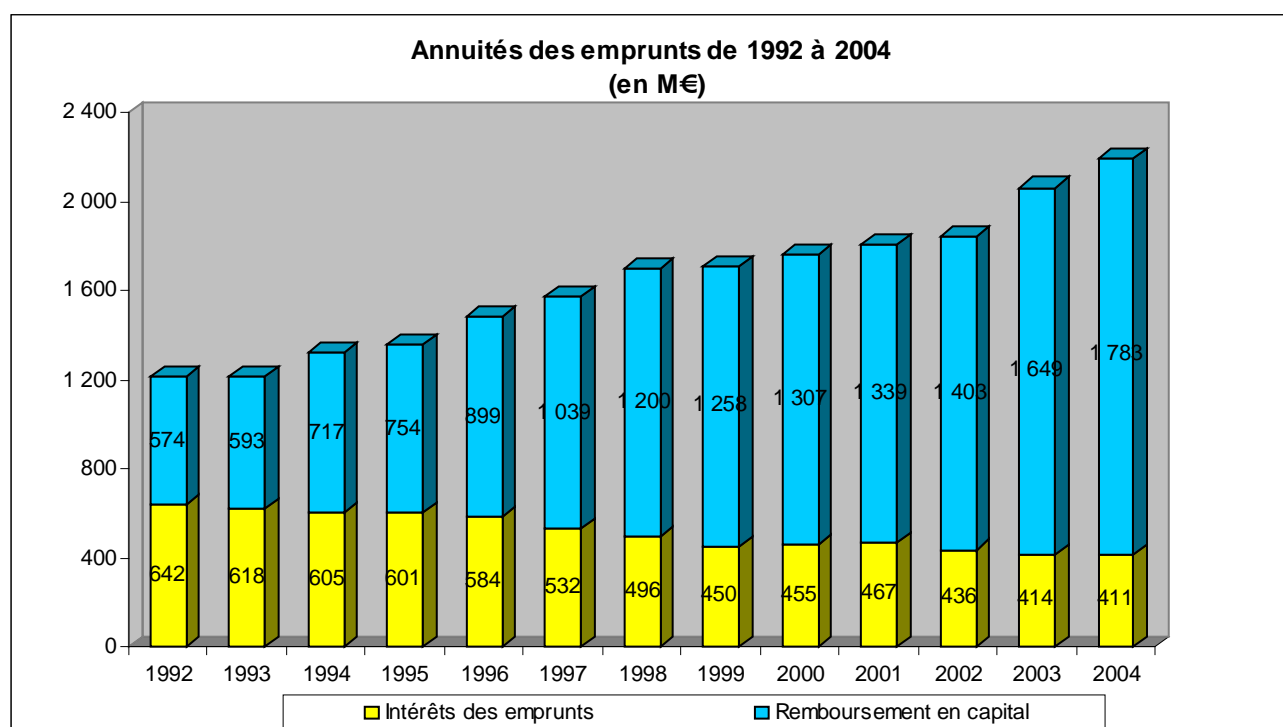
Emprunts et dettes assimilées par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

| | A.P.-H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|--|----------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Emprunts obligataires | 114,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 114,9 |
| Emprunts auprès des E.Crédit | 882,1 | 2 204,3 | 777,3 | 2 078,5 | 3 136,8 | 497,0 | 645,2 | 113,5 | 10 334,7 |
| Prêts et avances de l'Etat | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 |
| Prêts et avances des coll.locales | 0,0 | 0,0 | 0,5 | 2,4 | 0,6 | 4,5 | 1,8 | 1,1 | 11,0 |
| Prêts et avances des C.P.A.M. | 3,7 | 14,2 | 63,6 | 80,0 | 66,8 | 16,6 | 101,1 | 0,2 | 346,3 |
| Autres | 69,1 | 21,3 | 18,9 | 44,7 | 48,2 | 14,7 | 35,9 | 1,4 | 254,3 |
| Total des emprunts et dettes assimilées | 1 069,9 | 2 239,9 | 860,3 | 2 205,9 | 3 252,5 | 532,8 | 784,0 | 116,2 | 11 061,6 |

Emprunts contractés auprès des établissements de crédit par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

| | A.P.-H.P. | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|---|--------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Caisse des Dépôts | 38,1 | 92,7 | 119,3 | 170,2 | 170,6 | 31,7 | 144,0 | 2,7 | 769,4 |
| Dexia - C.L.F. | 347,8 | 734,4 | 306,4 | 872,8 | 1 240,1 | 208,8 | 242,9 | 42,8 | 3 996,1 |
| Caisses d'Epargne | 144,6 | 392,2 | 179,6 | 424,2 | 632,3 | 79,4 | 124,8 | 29,2 | 2 006,3 |
| Crédit Agricole | 183,0 | 219,7 | 84,7 | 268,3 | 494,2 | 75,8 | 65,8 | 14,8 | 1 406,2 |
| Autres | 168,7 | 765,1 | 86,9 | 342,9 | 599,6 | 101,3 | 67,6 | 24,0 | 2 156,3 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 882,1 | 2 204,3 | 776,9 | 2 078,5 | 3 136,8 | 497,0 | 645,2 | 113,5 | 10 334,4 |



Dexia-CLF et les Caisses d'Epargne réalisent près de 60 % des emprunts contractés au cours de l'exercice (58,1 %).

2.3.5. L'actif et le passif circulant

2.3.5.1. L'actif circulant au 31 décembre 2004

L'actif circulant est constitué de stocks (environ 533 M€), de créances d'exploitation (7,80 Mds€) et de créances diverses (1,74 Md€).

Les stocks.

Les délais de rotation des stocks varient peu d'un exercice à l'autre. Le rythme de renouvellement des stocks dépend essentiellement de la nature des produits.

Les produits alimentaires, denrées périssables, sont les stocks renouvelés le plus rapidement (en moyenne tous les 10,0 jours). Les fournitures hôtelières ne nécessitent pas une rotation aussi rapide, leur cycle de renouvellement est souvent compris entre deux et trois mois.

La moyenne de rotation des stocks pour l'ensemble des fournitures considérées est de 23,5 jours (soit une diminution de 0,5 jour par rapport à 2003). Cependant, les délais varient dans des proportions importantes selon les établissements. La durée de stockage est plus longue dans les C.H.S, quelles que soient les fournitures, (47,3 jours en moyenne) alors que l'A.P.-H.P. connaît une rotation des stocks beaucoup plus rapide (8,2 jours).

Coefficient de rotation des stocks par catégorie d'établissements pour l'exercice 2004

(en jours)

| | A.P.-H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|----------------------------|------------|-------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Produits pharmaceutiques | 8,9 | 26,4 | 39,6 | 31,7 | 28,0 | 38,2 | 41,3 | 14,9 | 23,2 |
| Alimentation | 0,0 | 8,7 | 12,9 | 10,6 | 10,0 | 12,7 | 11,4 | 5,6 | 10,0 |
| Fournitures médicales | 2,4 | 10,9 | 54,3 | 28,5 | 20,9 | 54,4 | 67,2 | 16,8 | 16,8 |
| Carburants et combustibles | 6,5 | 28,1 | 40,6 | 60,4 | 58,1 | 54,9 | 29,4 | 4,8 | 43,2 |
| Fournitures hôtelières | 0,0 | 48,2 | 68,2 | 62,5 | 59,2 | 88,5 | 60,4 | 54,4 | 56,0 |
| Total | 8,2 | 21,5 | 40,8 | 31,6 | 27,7 | 47,3 | 34,7 | 19,8 | 23,5 |

(* pas de stock de fournitures hôtelières pour l'AP-HP)

Les créances à l'encontre des redevables et comptes rattachés.

Celles-ci comportent des créances d'exploitation. Ce sont les créances à l'encontre de la caisse pivot (4,38 Mds€ dont 2,9 Mds€ restant à recouvrer au titre de l'article R 174-1-9 du code de la sécurité sociale, dites créances de l'article 58), les 1,48 Md€ restants, correspondent aux deuxième et/ou troisième fractions de la dotation globale du mois de décembre ; créances à l'encontre des autres tiers payants (1,87 Mds€), des hospitalisés et consultants (1,31 Md€) et de débiteurs divers (1,74 Md€).

Le montant des créances détenues à l'encontre des hospitalisés et consultants a tendance à légèrement diminuer depuis quelques années pour deux raisons : d'une part, le volume financier des titres émis par les services des ordonnateurs augmente peu ; d'autre part, les procédures de recouvrement amiable mises en place portent leurs fruits et permettent d'améliorer les taux de recouvrement.

Les créances des exercices précédent et antérieurs.

Au 31 décembre 2004, les créances des établissements publics de santé au titre des exercices 2003 et antérieurs portent en grande partie sur les hospitalisés et consultants : à la clôture de l'exercice 2004, elles représentent 505 M€. Elles sont constituées par des restes à recouvrer sur exercices précédent et antérieurs. Elles se situent à un niveau inférieur à celui de 2003.

Les créances à l'encontre des départements s'élèvent à 102 M€ ; celles détenues à l'encontre des débiteurs divers s'élèvent à 423 M€ (+ 68 M€) et les créances admises en non-valeur par les conseils d'administration représentent 211 M€ (la décroissance des deux exercices précédents est stoppée).

Stocks et Créances à court terme par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

| | A.P.-H.P. | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|--|----------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|-------------|-----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| Stocks et en-cours | 40,5 | 152,7 | 33,6 | 92,7 | 161,1 | 27,3 | 22,4 | 2,9 | 533,1 |
| Créances d'exploitation dont : | 965,2 | 1 916,3 | 516,1 | 1 258,7 | 2 151,0 | 615,0 | 365,5 | 8,2 | 7 795,9 |
| - Hospitalisés et consultants | 267,0 | 209,1 | 121,7 | 210,5 | 322,6 | 46,5 | 133,0 | 0,6 | 1 311,2 |
| - Caisse pivot | 352,5 | 1 268,4 | 234,4 | 709,7 | 1 240,9 | 470,4 | 102,1 | 3,6 | 4 382,0 |
| - Autres tiers payants | 345,6 | 384,4 | 152,8 | 304,0 | 465,6 | 87,7 | 128,6 | 3,8 | 1 872,5 |
| - Créances irréc admises en non-valeur | 0,1 | 46,6 | 6,0 | 32,0 | 116,8 | 8,8 | 0,5 | 0,0 | 210,8 |
| Créances diverses | 595,4 | 355,7 | 86,4 | 195,0 | 281,6 | 95,9 | 71,5 | 54,2 | 1 735,7 |
| Valeurs mobilières de placement | 0,0 | 58,6 | 14,1 | 31,5 | 12,4 | 33,7 | 7,5 | 4,1 | 161,8 |
| Dépenses à classer ou à régulariser | 4,2 | 6,6 | 4,3 | 14,7 | 21,8 | 12,0 | 1,9 | -0,5 | 64,9 |
| TOTAL | 1 605,3 | 2 489,9 | 654,5 | 1 592,5 | 2 627,9 | 783,8 | 468,8 | 68,9 | 10 291,5 |

Stock de créances des exercices précédent et antérieurs au 31 décembre de l'année N

(en millions d'euros)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Hospitalisés et consultants | 534,1 | 511,2 | 489,5 | 497,0 | 499,9 | 510,9 | 503,6 | 518,2 | 529,0 | 504,9 |
| Caisses de sécurité sociale | 29,9 | 32,9 | 33,8 | 38,6 | 35,8 | 64,0 | 168,8 | 171,8 | 122,7 | 123,6 |
| Départements | 112,8 | 129,7 | 107,1 | 101,0 | 90,5 | 88,6 | 82,4 | 109,9 | 107,8 | 101,7 |
| Autres tiers payants | 186,7 | 169,4 | 104,9 | 76,0 | 78,0 | 85,7 | 116,7 | 132,4 | 134,2 | 130,4 |
| Etat | 29,3 | 48,4 | 70,8 | 75,0 | 84,7 | 99,1 | 105,7 | 82,4 | 54,9 | 41,9 |
| Irrécouvrables admises en non-valeur | 126,1 | 146,9 | 149,4 | 149,9 | 166,1 | 168,2 | 237,9 | 209,2 | 185,7 | 211,0 |
| Créances diverses | 229,0 | 258,7 | 244,5 | 189,5 | 187,2 | 178,0 | 220,7 | 257,3 | 354,8 | 422,6 |
| Total | 1 248,0 | 1 297,1 | 1 199,9 | 1 127,0 | 1 142,3 | 1 194,5 | 1 435,7 | 1 481,3 | 1 489,0 | 1 536,1 |

2.3.5.2. Le passif circulant au 31 décembre 2004

Le passif circulant est constitué de dettes à court terme auxquelles viennent s'ajouter les avances reçues par certains établissements publics de santé ainsi que des recettes à classer ou à régulariser.

Les dettes d'exploitation

Elles représentent 4,01 Mds€ (contre 4,04 Mds€ en 2003). Elles se divisent en deux catégories : les dettes fournisseurs et comptes rattachés (2,23 Mds€ soit – 50 M€ sur un an) et les dettes fiscales et sociales (1,78 Md€, soit + 20 M€ en un an).

Les dettes diverses

Les dettes diverses comprennent notamment les dettes sur immobilisations et les fonds déposés par les hospitalisés. Elles s'établissent à un niveau de 968 M€. Les dettes sur immobilisations représentent 265 M€ (contre 278 M€ au 31 décembre 2002, et 264 M€ au 31 décembre 2003).

Parmi ces dettes diverses, il faut citer les fonds des hospitalisés et hébergés. Ceux-ci représentent 294 M€ (en baisse de 5 M€ par rapport à 2002). Ces fonds peuvent être retirés à tout moment par les dépositaires, ce qui peut constituer une tension sur la trésorerie des établissements publics de santé.

Dettes à court terme par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

| | A.P-H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|--|--------------|----------------|----------------------|--------------|----------------|--------------|--------------|-------------|----------------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| | | | Avances reçues | 5,4 | 15,1 | | | | |
| Dettes d'exploitation dont : | 685,6 | 1 093,8 | 201,5 | 540,0 | 1 011,9 | 282,7 | 138,2 | 53,2 | 4 006,9 |
| - Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 522,8 | 512,7 | 123,4 | 298,4 | 532,8 | 115,4 | 83,3 | 45,8 | 2 234,6 |
| - Dettes fiscales et sociales | 162,8 | 581,0 | 78,1 | 241,7 | 479,1 | 167,3 | 54,9 | 7,4 | 1 772,3 |
| Dettes diverses dont : | 115,1 | 150,8 | 97,4 | 158,2 | 191,8 | 112,6 | 129,0 | 13,3 | 968,1 |
| - Dettes sur immo et comptes rattachés | 32,6 | 69,2 | 16,6 | 45,9 | 69,3 | 13,3 | 8,3 | 10,0 | 265,2 |
| - Fonds déposés par les hospitalisés | 13,7 | 15,9 | 30,8 | 45,0 | 48,8 | 87,4 | 52,4 | 0,0 | 293,9 |
| - Autres | 68,8 | 65,7 | 50,0 | 67,3 | 73,7 | 11,9 | 68,3 | 3,3 | 409,0 |
| Recettes à classer ou à régulariser | 159,3 | 100,0 | 28,6 | 65,7 | 81,0 | 19,7 | 17,6 | 3,2 | 475,0 |
| TOTAL | 965,3 | 1 359,5 | 344,9 | 784,9 | 1 297,7 | 416,0 | 303,3 | 69,7 | 5 541,3 |

2.3.6. La trésorerie

Les valeurs disponibles et réalisables (hors créances de l'Article 58 et de la sectorisation psychiatrique qui représentent de l'ordre de 2,9 Mds€) s'établissent à 7,19 Mds€, soit une croissance modérée (+ 180 M€ par rapport à l'exercice 2003). Parmi ces valeurs disponibles et réalisables, sont également comptabilisées les créances datant de plus d'un an et les créances admises en non-valeurs ; elles représentent 1,54 Md€.

Parallèlement, le volume **des dettes à court terme** (autres que financières), diminue de nouveau légèrement en 2004 (- 38M€), s'établissant à 6,06 Mds€.

Le montant de la trésorerie s'établit à 2,28 Mds€ (+ 550 M€).

La hausse est variable selon la catégorie d'établissements considérée, mais est plus prononcée pour les centres hospitaliers spécialisés et les centres hospitaliers généraux.

Le fonds de roulement s'élève à 3,42 Mds€, soit 767M€ de plus qu'au 31 décembre 2003.

Le coefficient de fonds de roulement se situe en moyenne à 20,7 jours, en hausse de 3,8 jours par rapport à 2003, et se situe ainsi à son plus haut niveau des dix dernières années, consécutivement à la mise en œuvre du plan Hôpital 2007.

Les ratios de fonds de roulement (ressources disponibles et réalisables/dettes) et de **trésorerie immédiate** (disponibilités/dettes) sont voisins de ceux de 2003. Ainsi, le ratio de fonds de roulement atteint 1,57 (contre 1,44 en 2003, et 1,4 en moyenne sur les dix derniers exercices).

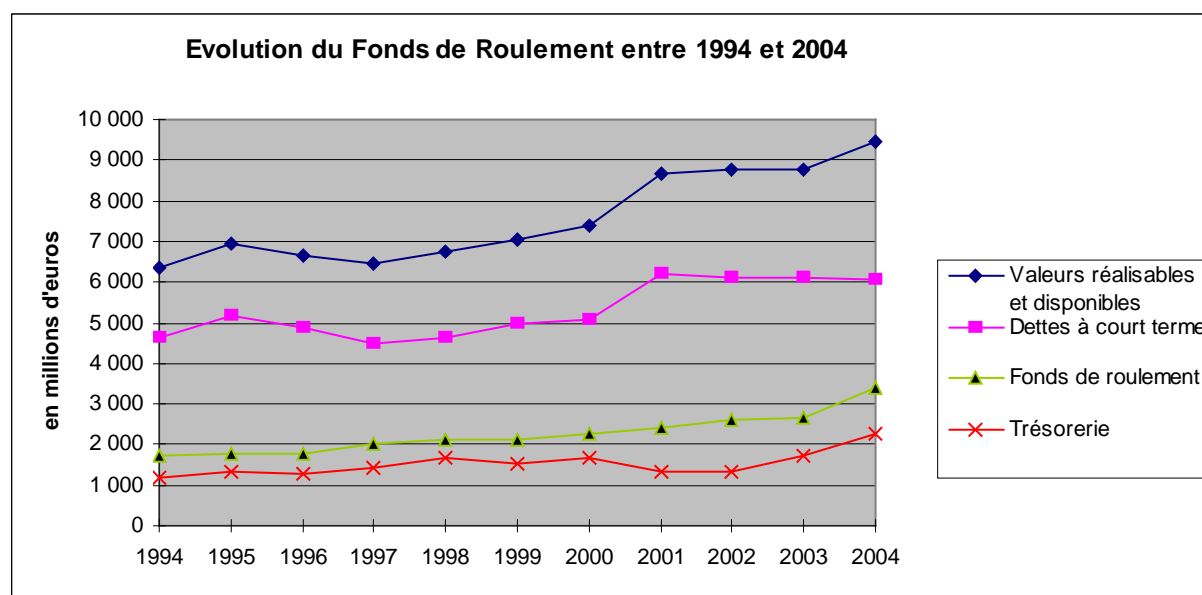
Le ratio de trésorerie immédiate s'accroît par rapport à 2003, avec un taux de 37,7 %. Certains établissements, les plus importants notamment, ont mis en place des gestions prévisionnelles de trésorerie et ont recours à des lignes de crédit de trésorerie, dont le plafond, négocié avec les banquiers peut atteindre de 4 à 6 % du montant total des dépenses de fonctionnement.

Ce fonctionnement en trésorerie « zéro » ou trésorerie réactive permet à ces établissements de retarder la mobilisation d'emprunts à long terme et donc ainsi, de réaliser des gains financiers sur les intérêts de la dette. Parallèlement, ce système donne de la souplesse à l'hôpital pour procéder au mandatement des dépenses dans les délais réglementaires et éventuellement obtenir des escomptes. Ce système se met en place dans le cadre d'un partenariat trésorier hospitalier – directeur financier de l'hôpital et suppose une bonne connaissance préalable des mouvements qui affectent le compte au Trésor de l'établissement.

Trésorerie et fonds de roulement par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

| | A.P.-H.P | C.H.R. | Centres Hospitaliers | | | C.H.S. | Hop.Loc | S.I.H. | TOTAL |
|--|----------|--------|----------------------|----------|---------|--------|---------|--------|--------|
| | | | < 20M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ | | | | |
| A. BFR - Partie Active (Créances) | 1 451 | 1 518 | 481 | 1 091 | 1 732 | 401 | 453 | 69 | 7 196 |
| B. Trésorerie | -32 | 160 | 289 | 468 | 430 | 508 | 385 | 74 | 2 280 |
| C. Valeurs réalisables et disponibles | 1 420 | 1 678 | 770 | 1 559 | 2 161 | 908 | 838 | 143 | 9 477 |
| D. BFR - Partie Passive (Dettes) | 1 118 | 1 427 | 379 | 856 | 1 377 | 442 | 380 | 76 | 6 055 |
| Fonds de roulement | 301 | 251 | 391 | 702 | 784 | 467 | 459 | 67 | 3 422 |
| Dépenses budgétaires réelles | 7 137 | 15 224 | 3 495 | 9 663 | 15 363 | 5 238 | 3 074 | 434 | 59 629 |
| Coef. de fonds de roulement (en jours) | 15,2 | 5,9 | 40,3 | 26,2 | 18,4 | 32,1 | 53,7 | 55,6 | 20,7 |
| Ratio de fonds de roulement | 1,27 | 1,18 | 2,03 | 1,82 | 1,57 | 2,06 | 2,21 | 1,89 | 1,57 |
| Ratio de trésorerie immédiate | -2,8% | 11,2% | 76,1% | 54,6% | 31,2% | 115,0% | 101,5% | 97,6% | 37,7% |



***3 - Tableaux agrégés
et ratios nationaux***

Bilan au 31 décembre 2004 - Actif

(en milliers d'euros)

| | Assistance Publique de Paris | | | Centres hospitaliers régionaux | | |
|--|------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|---------------------------------|------------------|
| | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Brut | Amortissements et Provisions | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 230 940 | 111 720 | 119 220 | 238 873 | 162 253 | 76 620 |
| dont : Frais d'établissement | 12 809 | 12 603 | 206 | 16 719 | 12 958 | 3 760 |
| Frais de recherche et de développement | 217 466 | 98 777 | 118 689 | 32 025 | 15 172 | 16 853 |
| Concessions et droits similaires | 324 | 0 | 324 | 138 018 | 106 730 | 31 288 |
| Autres | 340 | 340 | 0 | 52 112 | 27 393 | 24 719 |
| Immobilisations corporelles | 6 798 823 | 4 286 891 | 2 511 932 | 13 759 760 | 7 984 083 | 5 775 678 |
| dont : Terrains | 180 834 | 0 | 180 834 | 234 248 | 83 110 | 151 139 |
| Constructions | 3 572 472 | 2 262 924 | 1 309 549 | 7 259 866 | 3 785 184 | 3 474 683 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 1 653 698 | 1 366 306 | 287 392 | 3 804 744 | 2 957 851 | 846 893 |
| Autres | 880 947 | 657 662 | 223 285 | 1 633 942 | 1 157 939 | 476 003 |
| Immobilisations corporelles en cours | 510 872 | 0 | 510 872 | 826 960 | 0 | 826 960 |
| Immobilisations financières | 62 811 | 0 | 62 811 | 37 988 | 92 | 37 897 |
| dont : Participations et créances rattachées | 22 824 | 0 | 22 824 | 13 861 | 92 | 13 770 |
| Autres titres immobilisés | 2 043 | 0 | 2 043 | 11 940 | 0 | 11 940 |
| Prêts | 37 944 | 0 | 37 944 | 1 309 | 0 | 1 309 |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 10 879 | 0 | 10 879 |
| TOTAL I | 7 092 574 | 4 398 611 | 2 693 962 | 14 036 622 | 8 146 427 | 5 890 194 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| Stocks et en-cours | 40 460 | 0 | 40 460 | 152 730 | 1 449 | 151 281 |
| dont : Matières premières | 699 | 0 | 699 | 296 | 0 | 296 |
| Autres approvisionnements | 35 655 | 0 | 35 655 | 148 680 | 1 449 | 147 231 |
| En-cours de production de bien | 4 106 | 0 | 4 106 | 0 | 0 | 0 |
| Produits intermédiaires et finis | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Marchandises | 0 | 0 | 0 | 3 517 | 0 | 3 517 |
| Autres stocks | 0 | 0 | 0 | 237 | 0 | 237 |
| Créances d'exploitation | 965 207 | 31 721 | 933 486 | 1 916 271 | 35 542 | 1 880 729 |
| dont : Hospitalisés et consultants (1) | 267 024 | 31 721 | 235 303 | 209 142 | 35 542 | 173 600 |
| Caisse pivot | 352 548 | 0 | 352 548 | 1 268 384 | 0 | 1 268 384 |
| Autres tiers payants | 345 575 | 0 | 345 575 | 384 360 | 0 | 384 360 |
| Créances irrécouvrables admises en non-valeur | 59 | 0 | 59 | 46 581 | 0 | 46 581 |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 7 804 | 0 | 7 804 |
| Créances diverses | 595 414 | 0 | 595 414 | 365 419 | 1 635 | 363 784 |
| dont : Avance de frais relatifs à la gestion de biens de malades | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 5 |
| Autres | 595 414 | 0 | 595 414 | 365 415 | 1 635 | 363 779 |
| Valeurs mobilières de placement | 0 | 0 | 0 | 58 552 | 0 | 58 552 |
| Disponibilités | 465 | 0 | 465 | 168 624 | 0 | 168 624 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | | | |
| Charges constatées d'avance | 0 | 0 | 0 | 485 | 0 | 485 |
| TOTAL II | 1 601 547 | 31 721 | 1 569 826 | 2 662 082 | 38 627 | 2 623 455 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | 0 | 0 | 0 | 31 538 | 0 | 31 538 |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses à classer ou à régulariser (V) | 4 195 | 0 | 4 195 | 6 632 | 0 | 6 632 |
| Versement en cours : DGF attendue (VI) | 56 031 | 0 | 56 031 | 87 781 | 0 | 87 781 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI) | 8 754 347 | 4 430 332 | 4 324 015 | 16 824 655 | 8 185 054 | 8 639 601 |
| (1) dont produits à recevoir | | | | | | |

Bilan au 31 décembre 2004 - Actif

(en milliers d'euros)

| Centres hospitaliers < 20 M€ | | | Centres hospitaliers 20-70 M€ | | | Centres hospitaliers > 70 M€ | | |
|------------------------------|---------------------------------|------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------|
| Brut | Amortissements et Provisions | Net | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Brut | Amortissements et Provisions | Net |
| 43 755 | 22 771 | 20 984 | 100 756 | 70 212 | 30 544 | 228 757 | 147 517 | 81 240 |
| 5 559 | 4 645 | 914 | 17 070 | 15 534 | 1 536 | 26 385 | 20 642 | 5 743 |
| 16 725 | 8 570 | 8 155 | 33 385 | 20 877 | 12 508 | 69 487 | 33 471 | 36 016 |
| 11 018 | 7 084 | 3 934 | 42 681 | 28 415 | 14 265 | 99 877 | 71 791 | 28 086 |
| 10 452 | 2 472 | 7 980 | 7 620 | 5 385 | 2 235 | 33 009 | 21 613 | 11 396 |
| 3 724 935 | 1 784 413 | 1 940 522 | 9 212 999 | 4 733 168 | 4 479 832 | 14 176 639 | 7 759 978 | 6 416 660 |
| 59 482 | 26 227 | 33 255 | 126 072 | 40 376 | 85 695 | 208 086 | 75 027 | 133 059 |
| 2 280 687 | 997 495 | 1 283 192 | 5 478 403 | 2 359 211 | 3 119 192 | 7 952 503 | 3 800 349 | 4 152 154 |
| 652 456 | 495 042 | 157 415 | 2 169 118 | 1 656 538 | 512 580 | 3 521 747 | 2 750 212 | 771 536 |
| 385 318 | 265 632 | 119 687 | 935 411 | 673 578 | 261 834 | 1 570 295 | 1 134 337 | 435 957 |
| 346 991 | 17 | 346 973 | 503 995 | 3 464 | 500 531 | 924 007 | 53 | 923 954 |
| 15 774 | 7 | 15 767 | 32 092 | 6 | 32 086 | 57 029 | 1 035 | 55 994 |
| 2 176 | 0 | 2 176 | 6 787 | 0 | 6 787 | 22 128 | 1 035 | 21 093 |
| 10 125 | 0 | 10 125 | 12 736 | 0 | 12 736 | 10 781 | 0 | 10 781 |
| 237 | 7 | 230 | 608 | 6 | 602 | 870 | 0 | 870 |
| 3 236 | 0 | 3 236 | 11 962 | 0 | 11 962 | 23 250 | 0 | 23 250 |
| 3 784 463 | 1 807 191 | 1 977 272 | 9 345 848 | 4 803 386 | 4 542 462 | 14 462 425 | 7 908 530 | 6 553 895 |
| 30 349 | 0 | 30 349 | 92 776 | 671 | 92 105 | 161 130 | 354 | 160 776 |
| 4 | 0 | 4 | 2 | 0 | 2 | 15 | 0 | 15 |
| 30 292 | 0 | 30 292 | 92 341 | 671 | 91 670 | 160 577 | 354 | 160 222 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 | 0 | 2 | 3 | 0 | 3 | 7 | 0 | 7 |
| 32 | 0 | 32 | 308 | 0 | 308 | 52 | 0 | 52 |
| 19 | 0 | 19 | 123 | 0 | 123 | 480 | 0 | 480 |
| 507 145 | 8 502 | 498 643 | 1 262 195 | 24 805 | 1 237 391 | 2 153 312 | 35 425 | 2 117 887 |
| 120 575 | 8 502 | 112 073 | 211 112 | 24 805 | 186 308 | 323 226 | 35 425 | 287 801 |
| 230 895 | 0 | 230 895 | 711 670 | 0 | 711 670 | 1 241 104 | 0 | 1 241 104 |
| 148 574 | 0 | 148 574 | 304 921 | 0 | 304 921 | 467 103 | 0 | 467 103 |
| 6 039 | 0 | 6 039 | 31 957 | 0 | 31 957 | 116 836 | 0 | 116 836 |
| 1 063 | 0 | 1 063 | 2 534 | 0 | 2 534 | 5 043 | 0 | 5 043 |
| 75 078 | 30 | 75 048 | 197 957 | 22 | 197 935 | 284 402 | 1 352 | 283 050 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 0 | 16 |
| 75 078 | 30 | 75 048 | 197 956 | 22 | 197 935 | 284 386 | 1 352 | 283 035 |
| 17 884 | 0 | 17 884 | 56 904 | 0 | 56 904 | 17 216 | 0 | 17 216 |
| 319 497 | 0 | 319 497 | 469 183 | 0 | 469 183 | 460 469 | 0 | 460 469 |
| 322 | 0 | 322 | 307 | 0 | 307 | 1 423 | 0 | 1 423 |
| 950 275 | 8 532 | 941 742 | 2 079 321 | 25 497 | 2 053 824 | 3 077 952 | 37 131 | 3 040 821 |
| 13 475 | 0 | 13 475 | 33 815 | 0 | 33 815 | 41 649 | 0 | 41 649 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4 108 | 0 | 4 108 | 14 671 | 0 | 14 671 | 21 616 | 0 | 21 616 |
| 11 121 | 0 | 11 121 | 47 884 | 0 | 47 884 | 90 832 | 0 | 90 832 |
| 4 763 442 | 1 815 723 | 2 947 719 | 11 521 539 | 4 828 883 | 6 692 656 | 17 694 474 | 7 945 661 | 9 748 813 |

Bilan au 31 décembre 2004 - Actif

(en milliers d'euros)

| | Centres hospitaliers spécialisés | | | Hôpitaux Locaux et Assimilés | | |
|--|----------------------------------|--------------------------------------|------------------|------------------------------|--------------------------------------|------------------|
| | Brut | Amortis- sements et Provisions | Net | Brut | Amortis- sements et Provisions | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 55 211 | 38 938 | 16 273 | 29 900 | 14 897 | 15 003 |
| dont : | | | | | | |
| Frais d'établissement | 8 707 | 7 075 | 1 632 | 5 545 | 3 744 | 1 801 |
| Frais de recherche et de développement | 12 097 | 7 318 | 4 779 | 10 776 | 5 082 | 5 693 |
| Concessions et droits similaires | 29 632 | 22 078 | 7 554 | 5 592 | 3 193 | 2 399 |
| Autres | 4 775 | 2 467 | 2 308 | 7 988 | 2 878 | 5 110 |
| Immobilisations corporelles | 3 893 200 | 2 074 235 | 1 818 966 | 3 645 645 | 1 569 704 | 2 075 941 |
| dont : | | | | | | |
| Terrains | 109 724 | 43 986 | 65 738 | 45 588 | 14 140 | 31 447 |
| Constructions | 2 556 900 | 1 300 911 | 1 255 989 | 2 575 849 | 1 018 873 | 1 556 976 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 394 528 | 305 868 | 88 661 | 381 227 | 269 866 | 111 361 |
| Autres | 558 654 | 423 471 | 135 184 | 384 229 | 266 785 | 117 444 |
| Immobilisations corporelles en cours | 273 394 | 0 | 273 394 | 258 753 | 40 | 258 713 |
| Immobilisations financières | 30 680 | 65 | 30 615 | 22 035 | 2 | 22 033 |
| dont : | | | | | | |
| Participations et créances rattachées | 3 541 | 43 | 3 497 | 1 719 | 0 | 1 719 |
| Autres titres immobilisés | 22 998 | 0 | 22 998 | 16 105 | 0 | 16 105 |
| Prêts | 325 | 22 | 303 | 303 | 2 | 302 |
| Autres | 3 817 | 0 | 3 817 | 3 908 | 0 | 3 908 |
| TOTAL I | 3 979 092 | 2 113 238 | 1 865 853 | 3 697 580 | 1 584 602 | 2 112 977 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| Stocks et en-cours | 27 260 | 492 | 26 767 | 22 595 | 21 | 22 574 |
| dont : | | | | | | |
| Matières premières | 67 | 0 | 67 | 12 | 0 | 12 |
| Autres approvisionnements | 26 008 | 492 | 25 516 | 21 865 | 21 | 21 844 |
| En-cours de production de bien | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits intermédiaires et finis | 2 | 0 | 2 | 21 | 0 | 21 |
| Marchandises | 16 | 0 | 16 | 27 | 0 | 27 |
| Autres stocks | 1 167 | 0 | 1 167 | 670 | 0 | 670 |
| Créances d'exploitation | 614 978 | 14 725 | 600 254 | 370 042 | 4 971 | 365 070 |
| dont : | | | | | | |
| Hospitalisés et consultants (1) | 46 478 | 14 725 | 31 753 | 133 872 | 4 971 | 128 901 |
| Caisse pivot | 470 422 | 0 | 470 422 | 102 158 | 0 | 102 158 |
| Autres tiers payants | 87 707 | 0 | 87 707 | 131 996 | 0 | 131 996 |
| Créances irrécouvrables admises en non-valeur | 8 840 | 0 | 8 840 | 654 | 0 | 654 |
| Autres | 1 532 | 0 | 1 532 | 1 361 | 0 | 1 361 |
| Créances diverses | 96 627 | 73 | 96 554 | 73 382 | 159 | 73 223 |
| dont : | | | | | | |
| Avance de frais relatifs | 68 | 0 | 68 | 0 | 0 | 0 |
| Autres | 96 559 | 73 | 96 486 | 73 382 | 159 | 73 223 |
| Valeurs mobilières de placement | 107 635 | 0 | 107 635 | 16 760 | 29 | 16 730 |
| Disponibilités | 466 460 | 0 | 466 460 | 437 643 | 0 | 437 643 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | | | |
| Charges constatées d'avance | 518 | 0 | 518 | 393 | 0 | 393 |
| TOTAL II | 1 313 479 | 15 290 | 1 298 189 | 920 814 | 5 180 | 915 634 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | 2 593 | 0 | 2 593 | 6 304 | 0 | 6 304 |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses à classer ou à régulariser (V) | 11 957 | 0 | 11 957 | 1 856 | 0 | 1 856 |
| Versement en cours : DGF attendue (VI) | 25 580 | 0 | 25 580 | 4 927 | 0 | 4 927 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI) | 5 332 702 | 2 128 529 | 3 204 173 | 4 631 481 | 1 589 783 | 3 041 699 |
| (1) dont produits à recevoir | | | | | | |

Bilan au 31 décembre 2004 - Actif

(en milliers d'euros)

| | Syndicats interhospitaliers | | | Tous Etablissements | | |
|--|-----------------------------|--------------------------------------|----------------|---------------------|--------------------------------------|-------------------|
| | Brut | Amortis- sements et Provisions | Net | Brut | Amortis- sements et Provisions | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 10 363 | 5 697 | 4 666 | 938 554 | 574 005 | 364 550 |
| dont : Frais d'établissement | 1 745 | 176 | 1 570 | 94 538 | 77 377 | 17 161 |
| Frais de recherche et de développement | 3 459 | 2 094 | 1 366 | 395 419 | 191 361 | 204 058 |
| Concessions et droits similaires | 4 795 | 3 097 | 1 698 | 331 937 | 242 389 | 89 548 |
| Autres | 364 | 330 | 34 | 116 660 | 62 878 | 53 782 |
| Immobilisations corporelles | 252 907 | 95 812 | 157 095 | 55 464 907 | 30 288 283 | 25 176 625 |
| dont : Terrains | 5 574 | 255 | 5 319 | 969 608 | 283 121 | 686 487 |
| Constructions | 72 828 | 22 320 | 50 508 | 31 749 510 | 15 547 266 | 16 202 243 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 103 674 | 50 131 | 53 543 | 12 681 192 | 9 851 812 | 2 829 380 |
| Autres | 34 564 | 23 105 | 11 459 | 6 383 360 | 4 602 508 | 1 780 852 |
| Immobilisations corporelles en cours | 36 266 | 0 | 36 266 | 3 681 237 | 3 575 | 3 677 662 |
| Immobilisations financières | 1 520 | 0 | 1 520 | 259 931 | 1 207 | 258 724 |
| dont : Participations et créances rattachées | 477 | 0 | 477 | 73 513 | 1 170 | 72 342 |
| Autres titres immobilisés | 805 | 0 | 805 | 87 534 | 0 | 87 534 |
| Prêts | 20 | 0 | 20 | 41 615 | 37 | 41 578 |
| Autres | 218 | 0 | 218 | 57 270 | 0 | 57 270 |
| TOTAL I | 264 790 | 101 508 | 163 282 | 56 663 392 | 30 863 494 | 25 799 898 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| Stocks et en-cours | 2 931 | 11 | 2 920 | 530 232 | 3 000 | 527 232 |
| dont : Matières premières | 5 | 0 | 5 | 1 099 | 0 | 1 099 |
| Autres approvisionnements | 2 926 | 11 | 2 915 | 518 344 | 3 000 | 515 344 |
| En-cours de production de bien | 0 | 0 | 0 | 4 106 | 0 | 4 106 |
| Produits intermédiaires et finis | 0 | 0 | 0 | 35 | 0 | 35 |
| Marchandises | 0 | 0 | 0 | 3 952 | 0 | 3 952 |
| Autres stocks | 0 | 0 | 0 | 2 696 | 0 | 2 696 |
| Créances d'exploitation | 12 834 | 121 | 12 714 | 7 801 984 | 155 811 | 7 646 173 |
| dont : Hospitalisés et consultants (1) | 1 204 | 121 | 1 084 | 1 312 634 | 155 811 | 1 156 823 |
| Caisse pivot | 5 074 | 0 | 5 074 | 4 382 254 | 0 | 4 382 254 |
| Autres tiers payants | 6 445 | 0 | 6 445 | 1 876 682 | 0 | 1 876 682 |
| Créances irrécouvrables admises en non-vale | 40 | 0 | 40 | 211 005 | 0 | 211 005 |
| Autres | 72 | 0 | 72 | 19 409 | 0 | 19 409 |
| Créances diverses | 53 890 | 0 | 53 890 | 1 742 170 | 3 271 | 1 738 899 |
| dont : Avance de frais relatifs | 0 | 0 | 0 | 90 | 0 | 90 |
| Autres | 53 890 | 0 | 53 890 | 1 742 081 | 3 271 | 1 738 810 |
| Valeurs mobilières de placement | 4 405 | 0 | 4 405 | 279 355 | 29 | 279 326 |
| Disponibilités | 72 227 | 0 | 72 227 | 2 394 568 | 0 | 2 394 568 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | | | |
| Charges constatées d'avance | 30 | 0 | 30 | 3 478 | 0 | 3 478 |
| TOTAL II | 146 317 | 132 | 146 185 | 12 751 787 | 162 111 | 12 589 676 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | 428 | 0 | 428 | 129 803 | 0 | 129 803 |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses à classer ou à régulariser (V) | -279 | 0 | -279 | 64 756 | 0 | 64 756 |
| Versement en cours : DGF attendue (VI) | 886 | 0 | 886 | 325 043 | 0 | 325 043 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI) | 412 142 | 101 641 | 310 501 | 69 934 782 | 31 025 606 | 38 909 177 |
| (1) dont produits à recevoir | | | | | | |

Bilan au 31 décembre 2004 - Passif

(en milliers d'euros)

| | Assistance Publique de Paris | Centres Hospitaliers Régionaux | Centres Hospitaliers | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|
| | | | < 20 M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ |
| CAPITAUX PROPRES | | | | | |
| Apports | 1 293 041 | 1 892 131 | 692 125 | 1 530 186 | 2 185 870 |
| Réserves | 660 605 | 2 048 792 | 709 156 | 1 494 668 | 2 099 344 |
| dont : Excédents affectés à l'investissement hospitalier | 361 249 | 1 360 736 | 534 359 | 1 048 321 | 1 329 220 |
| Réserve de trésorerie | 297 510 | 673 014 | 147 678 | 414 388 | 729 480 |
| Réserve de compensation | 1 847 | 15 042 | 27 119 | 31 959 | 40 644 |
| Report à nouveau | 18 762 | -9 054 | 28 049 | 34 159 | 31 166 |
| dont : Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation | 0 | 8 185 | 26 590 | 44 722 | 38 575 |
| Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation | 24 746 | 59 258 | 38 219 | 54 813 | 93 231 |
| Report à nouveau déficitaire (1) | -5 984 | -76 497 | -36 761 | -65 376 | -100 640 |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) | 87 943 | 49 172 | 46 190 | 60 072 | 54 582 |
| Subventions d'investissement | 621 | 22 051 | 120 457 | 103 191 | 81 586 |
| Provisions réglementées | 26 451 | 208 838 | 25 062 | 85 500 | 89 474 |
| dont : Réserve de trésorerie | 26 451 | 205 478 | 24 496 | 84 642 | 79 624 |
| Autres provisions réglementées | 0 | 3 360 | 567 | 858 | 9 850 |
| TOTAL I | 2 087 422 | 4 211 930 | 1 621 038 | 3 307 776 | 4 542 021 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| Provisions pour risques | 37 883 | 94 241 | 18 395 | 36 982 | 71 187 |
| Provisions pour charges | 157 644 | 614 320 | 91 088 | 312 341 | 521 946 |
| TOTAL II | 195 527 | 708 560 | 109 483 | 349 323 | 593 133 |
| DETTES | | | | | |
| Dettes financières | 1 075 715 | 2 359 293 | 882 248 | 2 248 910 | 3 313 892 |
| dont : Emprunts obligataires | 114 937 | 0 | 362 | 0 | 0 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 882 142 | 2 204 273 | 776 939 | 2 078 518 | 3 136 805 |
| Emprunts et dettes financières divers | 78 636 | 155 019 | 104 948 | 170 392 | 177 087 |
| Avances reçues | 5 356 | 15 069 | 16 989 | 21 382 | 12 998 |
| Dettes d'exploitation | 685 610 | 1 093 754 | 192 048 | 541 190 | 1 015 471 |
| dont : Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 522 821 | 512 729 | 114 469 | 298 945 | 536 310 |
| Dettes fiscales et sociales | 162 790 | 581 025 | 77 580 | 242 245 | 479 161 |
| Dettes diverses | 115 061 | 150 764 | 96 140 | 158 282 | 191 586 |
| dont : Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 32 584 | 69 216 | 16 528 | 45 895 | 69 354 |
| Fonds déposés par les hospitalisés | 13 697 | 15 851 | 30 480 | 44 960 | 48 771 |
| Autres | 68 781 | 65 697 | 49 132 | 67 426 | 73 460 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | | |
| Produits constatés d'avance | 22 | 179 | 597 | 468 | 470 |
| TOTAL III | 1 881 764 | 3 619 059 | 1 188 023 | 2 970 232 | 4 534 417 |
| Recettes à classer ou à régulariser-Ecart de conversion passif (IV) | 159 301 | 100 051 | 28 449 | 65 684 | 78 866 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) | 4 324 015 | 8 639 601 | 2 946 994 | 6 693 016 | 9 748 438 |
| (1) Montant négatif en cas de déficit | | | | | |

Bilan au 31 décembre 2004 - Passif

(en milliers d'euros)

| | Centres Hospitaliers Spécialisés | Hôpitaux Locaux et Assimilés | Synd. interhos- pitaliers | TOTAL |
|---|--|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| Apports | 502 577 | 800 455 | 34 536 | 8 930 921 |
| Réserves | 1 380 221 | 784 830 | 42 994 | 9 220 610 |
| dont : Excédents affectés à l'investissement hospitalier | 990 686 | 631 025 | 36 080 | 6 291 675 |
| Réserve de trésorerie | 356 104 | 110 272 | 3 663 | 2 732 108 |
| Réserve de compensation | 33 430 | 43 533 | 3 251 | 196 827 |
| Report à nouveau | 40 000 | 28 824 | 10 491 | 182 398 |
| dont : Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation | 10 439 | 18 104 | 3 781 | 150 397 |
| Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation | 48 327 | 37 360 | 10 206 | 366 160 |
| Report à nouveau déficitaire (1) | -18 766 | -26 639 | -3 497 | -334 159 |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) | 110 412 | 62 296 | 7 535 | 478 201 |
| Subventions d'investissement | 15 139 | 150 331 | 8 604 | 501 978 |
| Provisions réglementées | 12 508 | 9 566 | 3 539 | 460 939 |
| dont : Réserve de trésorerie | 12 508 | 7 586 | 3 507 | 444 292 |
| Autres provisions réglementées | 0 | 1 980 | 32 | 16 647 |
| TOTAL I | 2 060 857 | 1 836 302 | 107 699 | 19 775 047 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| Provisions pour risques | 22 120 | 12 318 | 4 720 | 297 845 |
| Provisions pour charges | 170 574 | 84 040 | 6 764 | 1 958 718 |
| TOTAL II | 192 694 | 96 358 | 11 484 | 2 256 563 |
| DETTES | | | | |
| Dettes financières | 534 264 | 798 877 | 119 100 | 11 332 299 |
| dont : Emprunts obligataires | 0 | 0 | 0 | 115 299 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 496 966 | 645 185 | 113 529 | 10 334 355 |
| Emprunts et dettes financières divers | 37 298 | 153 692 | 5 571 | 882 644 |
| Avances reçues | 929 | 18 545 | 1 | 91 269 |
| Dettes d'exploitation | 282 753 | 138 446 | 56 430 | 4 005 702 |
| dont : Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 115 387 | 83 712 | 49 018 | 2 233 392 |
| Dettes fiscales et sociales | 167 365 | 54 734 | 7 412 | 1 772 310 |
| Dettes diverses | 112 601 | 133 101 | 13 778 | 971 314 |
| dont : Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 13 301 | 8 300 | 9 853 | 265 031 |
| Fonds déposés par les hospitalisés | 87 368 | 53 919 | 339 | 295 385 |
| Autres | 11 932 | 70 882 | 3 586 | 410 897 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Produits constatés d'avance | 355 | 909 | 68 | 3 070 |
| TOTAL III | 930 902 | 1 089 878 | 189 377 | 16 403 653 |
| Recettes à classer ou à régulariser-Ecart de conversion passif (IV) | 19 720 | 17 883 | 3 240 | 473 196 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) | 3 204 173 | 3 040 421 | 311 801 | 38 908 458 |
| (1) Montant négatif en cas de déficit | | | | |

Compte de résultat agrégé au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)

| | Assistance Publique de Paris | Centres Hospitaliers Régionaux | Centres Hospitaliers | | |
|--|---------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|------------------|-------------------|
| | | | < 20 M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | | |
| TOTAL | 6 744 908 | 14 349 962 | 3 427 499 | 9 092 655 | 14 406 967 |
| Ventes de marchandises | 843 354 | 599 271 | 29 589 | 177 594 | 461 360 |
| Production vendue | 5 248 007 | 12 953 729 | 3 058 958 | 8 221 696 | 13 089 495 |
| dont : Prestations de service | 5 105 169 | 12 828 042 | 3 033 567 | 8 153 314 | 12 984 415 |
| Divers | 142 838 | 125 687 | 25 391 | 68 382 | 105 080 |
| Productions stockée | 2 149 | 0 | 0 | 14 | -60 |
| Production immobilisée | 0 | 3 432 | 840 | 1 493 | 982 |
| Subventions d'exploitation et participations | 333 602 | 64 912 | 17 071 | 41 101 | 67 362 |
| Reprises sur provisions | 4 202 | 149 213 | 8 456 | 37 695 | 63 667 |
| Transferts de charges d'exploitation | 0 | 486 | 40 | 3 751 | 2 437 |
| Autres produits de gestion | 313 594 | 578 919 | 312 545 | 609 311 | 721 724 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | |
| TOTAL | 6 674 991 | 14 198 990 | 3 323 634 | 8 844 457 | 14 096 145 |
| Achats de marchandises | 0 | 35 580 | 333 | 2 867 | 277 |
| - Variation de stocks | 0 | -811 | -75 | 14 | 25 |
| Achats de matières premières | 592 | 500 | 30 | -72 | 705 |
| - Variation de stocks | 129 | -39 | -25 | 0 | 56 |
| Achats d'autres approvisionnements | 1 570 608 | 2 477 667 | 320 000 | 1 051 767 | 2 076 848 |
| - Variation de stocks | -8 674 | -5 440 | -1 801 | -5 355 | -6 780 |
| Achats non stockés de matières premières et de fournitures | 84 094 | 388 595 | 72 992 | 172 020 | 248 487 |
| Services extérieurs | 509 480 | 835 036 | 476 050 | 832 750 | 1 047 668 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 320 433 | 801 629 | 163 606 | 470 617 | 770 370 |
| - Sur rémunérations | 317 855 | 794 438 | 162 000 | 466 865 | 765 054 |
| - Autres | 2 578 | 7 191 | 1 606 | 3 752 | 5 315 |
| Charges de personnel | 3 400 048 | 8 625 530 | 2 051 107 | 5 665 544 | 8 900 954 |
| - Salaires et traitements | 2 581 715 | 6 454 147 | 1 529 456 | 4 214 189 | 6 621 539 |
| - Charges sociales | 818 333 | 2 171 383 | 521 651 | 1 451 355 | 2 279 415 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 408 424 | 968 563 | 194 380 | 573 171 | 951 285 |
| - des immobilisations | 295 812 | 663 086 | 144 850 | 401 439 | 655 879 |
| - des charges d'exploitation à répartir | 0 | 6 730 | 1 913 | 7 105 | 6 553 |
| - sur actif circulant | 31 721 | 12 731 | 2 447 | 7 072 | 20 001 |
| - pour risques et charges d'exploitation | 80 890 | 286 017 | 45 170 | 157 555 | 268 853 |
| Autres Charges | 389 858 | 72 178 | 47 036 | 81 135 | 106 251 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | | | |
| | 69 917 | 150 972 | 103 865 | 248 198 | 310 822 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | | |
| TOTAL | 1 668 | 7 503 | 1 159 | 5 764 | 6 970 |
| Produits de valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 0 | 262 | 170 | 351 | 433 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 668 | 6 276 | 867 | 2 006 | 3 390 |
| Reprises sur provisions | 0 | 0 | 18 | 149 | 131 |
| Transferts de charges | 0 | 0 | 98 | 3 110 | 2 866 |
| Différences positives de change | 0 | 102 | 1 | 29 | 74 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 0 | 863 | 5 | 119 | 76 |

Compte de résultat agrégé au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)

| | Centres Hospitaliers Spécialisés | Hôpitaux Locaux et Assimilés | Syndicats inter- hospitaliers | TOTAL |
|--|--|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| TOTAL | 5 005 015 | 2 932 394 | 326 020 | 56 285 420 |
| Ventes de marchandises | 2 715 | 3 973 | 5 852 | 2 123 708 |
| Production vendue | 4 780 748 | 2 414 005 | 237 425 | 50 004 063 |
| dont : Prestations de service | 4 740 423 | 2 383 385 | 133 014 | 49 361 329 |
| Divers | 40 325 | 30 620 | 104 411 | 642 734 |
| Productions stockée | 22 | 70 | 0 | 2 195 |
| Production immobilisée | 513 | 1 116 | 191 | 8 567 |
| Subventions d'exploitation et participations | 15 998 | 10 945 | 41 559 | 592 550 |
| Reprises sur provisions | 17 371 | 8 090 | 1 392 | 290 086 |
| Transferts de charges d'exploitation | 0 | 481 | 51 | 7 246 |
| Autres produits de gestion | 187 648 | 493 714 | 39 550 | 3 257 005 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| TOTAL | 4 945 769 | 2 839 485 | 311 704 | 55 235 177 |
| Achats de marchandises | 226 | 241 | 8 | 39 532 |
| - Variation de stocks | 0 | 0 | 0 | -847 |
| Achats de matières premières | 122 | 38 | 55 | 1 970 |
| - Variation de stocks | 18 | -20 | 0 | 120 |
| Achats d'autres approvisionnements | 209 769 | 293 819 | 45 133 | 8 045 612 |
| - Variation de stocks | -557 | -1 119 | -894 | -30 620 |
| Achats non stockés de matières premières et de fournitures | 88 513 | 69 606 | 14 055 | 1 138 363 |
| Services extérieurs | 364 933 | 409 592 | 137 340 | 4 612 851 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 339 356 | 138 836 | 7 990 | 3 012 837 |
| - Sur rémunérations | 336 961 | 137 390 | 7 381 | 2 987 944 |
| - Autres | 2 395 | 1 446 | 609 | 24 893 |
| Charges de personnel | 3 670 990 | 1 700 635 | 85 192 | 34 099 999 |
| - Salaires et traitements | 2 708 195 | 1 258 839 | 62 577 | 25 430 656 |
| - Charges sociales | 962 795 | 441 796 | 22 615 | 8 669 343 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 243 111 | 164 815 | 19 997 | 3 523 746 |
| - des immobilisations | 162 167 | 133 517 | 15 943 | 2 472 694 |
| - des charges d'exploitation à répartir | 934 | 1 159 | 217 | 24 610 |
| - sur actif circulant | 2 101 | 824 | 20 | 76 916 |
| - pour risques et charges d'exploitation | 77 910 | 29 314 | 3 816 | 949 526 |
| Autres Charges | 29 287 | 63 041 | 2 828 | 791 615 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 59 246 | 92 909 | 14 316 | 1 050 243 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| TOTAL | 2 851 | 1 845 | 103 | 27 863 |
| Produits de valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 572 | 20 | 13 | 1 821 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 764 | 977 | 90 | 17 038 |
| Reprises sur provisions | 389 | 60 | 0 | 747 |
| Transferts de charges | 126 | 761 | 0 | 6 961 |
| Différences positives de change | 0 | 4 | 0 | 210 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 0 | 23 | 0 | 1 086 |

Compte de résultat agrégé au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)

| | Assistance Publique de Paris | Centres Hospitaliers Régionaux | Centres Hospitaliers | | |
|--|---------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|------------------|-------------------|
| | | | < 20 M€ | 20-70 M€ | > 70 M€ |
| CHARGES FINANCIERES | | | | | |
| TOTAL | 34 564 | 84 935 | 36 346 | 96 613 | 128 789 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 0 | 400 | 66 | 5 903 | 4 129 |
| Intérêts et charges assimilées | 34 564 | 84 528 | 36 272 | 90 677 | 124 645 |
| Différences négatives de change | 0 | 7 | 8 | 32 | 14 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RESULTAT FINANCIER | -32 896 | -77 432 | -35 187 | -90 849 | -121 819 |
| RESULTAT COURANT | 37 021 | 73 540 | 68 678 | 157 349 | 189 003 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | |
| TOTAL | 258 119 | 197 012 | 38 271 | 120 608 | 167 279 |
| Sur opérations de gestion | 140 073 | 156 322 | 31 246 | 77 782 | 146 146 |
| - Exercice courant | 15 456 | 6 308 | 1 160 | 3 030 | 7 073 |
| - Exercices antérieurs | 124 617 | 150 014 | 30 086 | 74 752 | 139 073 |
| Sur opérations en capital | 118 046 | 39 483 | 6 949 | 40 592 | 15 675 |
| Reprises sur provisions | 0 | 1 207 | 76 | 837 | 5 428 |
| - Reprises sur la réserve de trésorerie | 0 | 0 | 76 | 610 | 0 |
| - Reprises sur autres provisions | 0 | 1 207 | 0 | 227 | 5 428 |
| Transferts de charges | 0 | 0 | 0 | 1 397 | 30 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | | |
| TOTAL | 207 198 | 230 682 | 66 185 | 219 226 | 332 441 |
| Sur opérations de gestion | 192 408 | 191 950 | 62 401 | 185 624 | 299 777 |
| - Exercice courant | 16 623 | 2 199 | 150 | 3 859 | 3 040 |
| - Exercices antérieurs | 175 785 | 189 752 | 62 250 | 181 765 | 296 737 |
| Sur opérations en capital | 14 790 | 18 362 | 3 659 | 31 829 | 10 975 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 0 | 20 370 | 125 | 1 772 | 21 690 |
| - Dotation à la réserve de trésorerie | 0 | 9 086 | 119 | 1 126 | 20 312 |
| - Autres dotations aux amortissements et aux provisions | 0 | 11 283 | 6 | 647 | 1 378 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 50 921 | -33 670 | -27 914 | -98 618 | -165 162 |
| TOTAL DES PRODUITS | 7 004 695 | 14 554 477 | 3 466 929 | 9 219 027 | 14 581 216 |
| TOTAL DES CHARGES | 6 916 753 | 14 514 607 | 3 426 165 | 9 160 295 | 14 557 375 |
| BENEFICE OU PERTE | 87 942 | 39 870 | 40 764 | 58 732 | 23 841 |

Compte de résultat agrégé au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)

| | Centres Hospitaliers Spécialisés | Hôpitaux Locaux et Assimilés | Syndicats inter- hospitaliers | TOTAL |
|--|--|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|
| CHARGES FINANCIERES | | | | |
| TOTAL | 20 556 | 35 885 | 3 825 | 441 512 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 286 | 677 | 0 | 11 461 |
| Intérêts et charges assimilées | 20 269 | 35 170 | 3 825 | 429 951 |
| Différences négatives de change | 0 | 34 | 0 | 95 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 0 | 4 | 0 | 4 |
| RESULTAT FINANCIER | -17 705 | -34 040 | -3 722 | -413 649 |
| RESULTAT COURANT | 41 541 | 58 869 | 10 594 | 636 594 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| TOTAL | 113 198 | 30 256 | 5 884 | 930 627 |
| Sur opérations de gestion | 53 779 | 21 034 | 4 646 | 631 028 |
| - Exercice courant | 912 | 961 | 1 026 | 35 926 |
| - Exercices antérieurs | 52 867 | 20 073 | 3 620 | 595 102 |
| Sur opérations en capital | 59 415 | 8 950 | 1 238 | 290 348 |
| Reprises sur provisions | 0 | 0 | 0 | 7 548 |
| - Reprises sur la réserve de trésorerie | 0 | 0 | 0 | 686 |
| - Reprises sur autres provisions | 0 | 0 | 0 | 6 862 |
| Transferts de charges | 4 | 272 | 0 | 1 703 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | |
| TOTAL | 45 348 | 26 119 | 8 451 | 1 135 649 |
| Sur opérations de gestion | 36 698 | 20 816 | 6 206 | 995 880 |
| - Exercice courant | 296 | 1 063 | 228 | 27 457 |
| - Exercices antérieurs | 36 402 | 19 754 | 5 978 | 968 423 |
| Sur opérations en capital | 8 234 | 4 814 | 1 845 | 94 509 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 416 | 489 | 400 | 45 260 |
| - Dotation à la réserve de trésorerie | 412 | 271 | 400 | 31 725 |
| - Autres dotations aux amortissements et aux provisions | 4 | 218 | 0 | 13 535 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 67 850 | 4 137 | -2 567 | -205 022 |
| TOTAL DES PRODUITS | 5 121 064 | 2 964 495 | 332 007 | 57 243 910 |
| TOTAL DES CHARGES | 5 011 673 | 2 901 489 | 323 979 | 56 812 338 |
| BENEFICE OU PERTE | 109 391 | 63 006 | 8 028 | 431 572 |

Exercice 2004
Ratios comptables significatifs

Niveau National - Ensemble des établissements

| | A.P.-H.P. | C.H.R. | C.H. (- 20 M€) | C.H. (20-70 M€) | C.H. (+ 70 M€) | C.H.S. | Hôpitaux Locaux | TOTAL |
|--|-----------|--------|-------------------|--------------------|-------------------|--------|--------------------|--------------|
| Vétusté du patrimoine Constructions (en %) | 53,52 | 47,55 | 38,98 | 40,03 | 43,41 | 46,41 | 36,31 | 44,31 |
| Vétusté du patrimoine Equipements (en %) | 78,10 | 74,83 | 70,70 | 74,27 | 75,99 | 75,41 | 68,16 | 74,85 |
| FRNG exprimé en nombre de jours de charges d'exploitation | 23,02 | 11,86 | 58,11 | 37,50 | 27,63 | 46,40 | 83,45 | 30,85 |
| BFR exprimé en nombre de jours de charges d'exploitation | 24,92 | 7,44 | 21,10 | 16,49 | 15,53 | 6,84 | 22,93 | 14,42 |
| Trésorerie exprimée en nombre de jours de charges d'exploitation | -1,89 | 4,41 | 37,20 | 21,01 | 12,08 | 39,66 | 60,66 | 16,45 |
| Durée apparente de la dette (en années d'autofinancement) | 2,61 | 2,70 | 4,91 | 4,07 | 3,64 | 2,36 | 5,05 | 3,41 |
| Indépendance Financière (en %) | 30,48 | 31,11 | 33,04 | 37,48 | 38,59 | 19,47 | 28,71 | 33,21 |
| Taux de renouvellement des Immobilisations (en %) | 5,60 | 8,78 | 7,76 | 7,65 | 8,14 | 9,04 | 5,76 | 7,83 |
| Taux d'Autofinancement (en %) | 5,82 | 5,83 | 5,66 | 6,09 | 6,29 | 4,55 | 6,04 | 5,87 |
| Taux de marge brute (en %) | 7,20 | 6,88 | 5,76 | 8,83 | 8,88 | 8,50 | 9,81 | 7,82 |
| Taux de charges sur exercices antérieurs (en %) | 1,97 | 0,98 | 1,54 | 1,81 | 1,75 | 0,47 | 0,43 | 1,40 |
| ANALYSE DU CYCLE D'EXPLOITATION | | | | | | | | |
| Délai d'écoulement des stocks (en jours) | 7,3 | 21,4 | 36,9 | 30,9 | 27,4 | 46,0 | 26,7 | 22,9 |
| Taux de couverture du risques 'créances' (en %) | 24,4 | 19,1 | 14,5 | 19,8 | 11,9 | 43,7 | 19,8 | 18,2 |
| Délai brut de rotation des créances hospitalières (en jours) | | | | | | | | |
| *Toutes catégories de débiteurs et tous exercices confondus | 38,6 | 45,0 | 52,0 | 46,7 | 49,9 | 40,5 | 48,5 | 46,0 |
| PAR CATEGORIE DE DEBITEURS | | | | | | | | |
| *Exercice courant - Hospitalisés et consultants (en jours) | 134,6 | 124,4 | 64,5 | 81,3 | 109,0 | 104,6 | 49,7 | 83,5 |
| *Exercices antérieurs - Hospitalisés et consultants (en jours) | 219,8 | 248,7 | 242,3 | 244,3 | 253,2 | 207,7 | 187,6 | 235,5 |
| *Exercice courant - Département (en jours) | 88,5 | 108,7 | 90,8 | 97,5 | 117,3 | 80,0 | 85,7 | 97,1 |
| Délai brut de rotation des dettes fournisseurs ordinaires (en jours) | 26,2 | 33,6 | 32,5 | 39,2 | 37,6 | 29,0 | 26,6 | 33,1 |

Les données relatives aux syndicats interhospitaliers peu significatives ne sont pas présentées.

Source : Comptabilité Publique Infocentre Comptes 2004

4 - Annexes

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE

RATIOS COMPTABLES HOSPITALIERS SIGNIFICATIFS

I. LA VETUSTE DU PATRIMOINE

RATIO 1.1 VÉTUSTÉ DU PATRIMOINE CONSTRUCTIONS

Définition : indicateur de l'usure des constructions et éléments assimilés.

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Cumul des amortissements et provisions}}{\text{Valeur brute du patrimoine}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : SC c/28 sauf c/2815 et c/2818.

Dénominateur : SD c/20, c/21 c/23 sauf c/215, c/218, c/2315 et c/2318.

RATIO 1.2 VÉTUSTÉ DU PATRIMOINE EQUIPEMENTS

Définition : indicateur de l'usure des Equipements Hospitaliers.

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Cumul des amortissements et provisions}}{\text{Valeur brute des Equipements}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : SC c/2815 et c/2818.

Dénominateur : SD c/215, c/218, c/2315 et c/2318.

II. FONDS DE ROULEMENT, BFR , TRESORERIE

RATIO 2.1 : FRNG EXPRIMÉ EN NOMBRE DE JOURS DE CHARGES D'EXPLOITATION

Mode de calcul :
$$\frac{\text{FRNG}}{\text{Charges courantes en exploitation}} \times 365 \text{ (résultat en équivalent jours)}$$

Numérateur : SC comptes de classe 1 (sauf c/1688), SC c/229, c/28, c/29, c/39, c/49 et c/59 moins SD c/20, c/21, c/228, c/23, c/24, c/26, c/27, c/481 moins (Créances de l'Article 58 et Créances de la Sectorisation Psychiatrique).

Dénominateur : D c/60 à c/65 et c/661 (sauf c/6615) moins C c/7584.

RATIO 2.2 : BFR EXPRIMÉ EN NOMBRE DE JOURS DE CHARGES D'EXPLOITATION

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Besoin en Fonds de Roulement}}{\text{Charges courantes en exploitation}} \times 365 \text{ (résultat en équivalent jours)}$$

Numérateur : Solde Débitéur des comptes de classe 3 et 4 (sauf c/39, c/463, c/481) moins Créances de l'Article 58 et de la sectorisation psychiatrique moins Solde Créitéur des comptes de classe 4 (sauf c/39, c/463 et c/481).

Dénominateur : D c/60 à c/65 et c/661 (sauf c/6615) moins C c/7584.

RATIO 2.3 : TRESORERIE EXPRIMÉE EN NOMBRE DE JOURS DE CHARGES D'EXPLOITATION

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Trésorerie}}{\text{Charges courantes en exploitation}} \times 365 \text{ (résultat en équivalent jours)}$$

Numérateur : Solde Débitéur des comptes de classe 5 moins Solde Débitéur des comptes de classe 5, et des comptes c/1688 et c/463.

Dénominateur : D c/60 à c/65 et c/661 (sauf c/6615) moins C c/7584.

III. L'ENDETTEMENT

Ratio 3.1 DURÉE APPARENTE DE LA DETTE

Définition : Nombre d'années d'autofinancement nécessaires au remboursement de la dette. (notion hospitalière).

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{Autofinancement}} \text{ (résultat en années)}$$

Numérateur : SC c/16 sauf c/1688 et c/169.

Dénominateur : (Crédits moins Débits) (c/15, c/28, c/29, c/39, c/49 et c/59)

RATIO 3.2 : INDÉPENDANCE FINANCIERE .

Définition : Poids de la Dette rapportée aux Capitaux Permanents

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{Capitaux Permanents}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : SC (c/16 sauf c/1688 et c/169).

Dénominateur : SC (c/1 sauf c/1688 et c/169).

IV. INVESTISSEMENT et EXPLOITATION

RATIO 4.1 : TAUX DE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS

Définition :: rapport entre la capacité d'autofinancement et les produits hospitaliers nets.

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Montant des Investissements}}{\text{Montant des Immobilisations}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : D c/20, c/21 et c/23.

Dénominateur : SD c/20, c/21 et c/23

RATIO 4.2 : TAUX D'AUTOFINANCEMENT

Définition :: rapport entre la capacité d'autofinancement et le total des produits courants d'exploitation.

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Produits Courants}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : (Crédits moins Débits) (c/15, c/28, c/29, c/39, c/49 et c/59).

Dénominateur : (C-D) (c/70, c/71, c/72, c/74 c/75 sauf c/7584)

RATIO 4.3 : TAUX DE MARGE BRUTE

Définition :: rapport entre la marge brute et le total des produits courants d'exploitation.

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Marge Brute}}{\text{Produits Courants}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : (C-D) (c/60 à 65 et c/70 à c/75).

Dénominateur : (C-D) (c/70, c/71, c/72, c/74 c/75 sauf c/7584)

RATIO 4.4 : TAUX DE CHARGES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

Définition :: rapport entre la valeur des achats et services extérieurs et le total des produits d'exploitation.

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Charges Reportées}}{\text{Charges Courantes + Charges Reportées}} \times 100 \text{ (résultat en pourcentage)}$$

Numérateur : D c/6728.

Dénominateur : D c/60 à c/65 et c/661 (sauf c/6615) moins C c/7584.

V. ANALYSE DU CYCLE D'EXPLOITATION

RATIO 5.1 : DÉLAI D'ÉCOULEMENT DES STOCKS

Définition :: Durée moyenne de rotation des stocks de produits et de marchandises..

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Stock moyen (comptes 32, 37 et 38)}}{\text{Achats nets suivis en stock (comptes 602 et 607)}} \times 360 \text{ (résultat en jours)}$$

RATIO 5.2 : TAUX DE COUVERTURE DU RISQUE « CRÉANCES »

Définition :: rapport entre la valeur moyenne des stocks de produits, marchandises et des stocks des budgets annexes et le montant des achats nets suivis en stock

Mode de calcul :
$$\frac{\text{Provisions pour dépréciation des créances}}{\text{Créances antérieures}} \times 360 \text{ (résultat en jours)}$$

RATIO 5.3 : DÉLAI BRUT DE ROTATION DES CRÉANCES DES E.P.S.

5.3.1. Toutes catégories de débiteurs et tous exercices confondus (sauf débiteurs divers)

Définition :: rapport entre la valeur moyenne des stocks de produits, marchandises et des stocks des budgets

Mode de calcul :
$$\frac{SD\ 411 + SD\ 414 - SC\ 4718}{D\ 411 + D\ 414} \times 360 \text{ (BG) (résultat en jours)}$$

5.3.2. Par catégorie de débiteurs

5.3.2.1. Usagers

→Exercice courant

Mode de calcul :
$$\frac{SD\ 4111}{D\ 4111} \times 360 \text{ (BG) (résultat en jours)}$$

→Exercices antérieurs

Mode de calcul :
$$\frac{SD\ 4141}{D\ 4141} \times 360 \text{ (BG) (résultat en jours)}$$

5.3.2.2. Départements

→Exercice courant

Mode de calcul :
$$\frac{SD\ 4114 - SC\ 41914}{D\ 4114} \times 360 \quad (BG) \quad (\text{résultat en jours})$$

RATIO 5.4 : DÉLAIS BRUT DE ROTATION DES DETTES SUR FOURNISSEURS ORDINAIRES

Définition : rapport entre la valeur des mandats restant à payer au 31/12/N par rapport aux prises en charge de mandats fournisseurs ordinaires au cours de l'exercice.

Ce ratio est fortement corrélé avec le délai de paiement aux fournisseurs, mais il est bien souvent faussé du fait que nombre d'ordonnateurs émettent en volume et en montant un grand nombre de mandats en fin d'année et pendant la journée complémentaire.

Mode de calcul :
$$\frac{SC\ 4011}{C\ 4011} \times 360 \quad (BG) \quad (\text{résultat en jours})$$

LEXIQUE

Annuité des emprunts

L'annuité des emprunts est composée à la fois du montant des intérêts des emprunts, qui constituent une des charges de la section d'exploitation, et du montant du remboursement du capital, qui figure parmi les dépenses d'investissement hors investissement direct. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact des emprunts pour les établissements.

Autofinancement brut

L'autofinancement brut mesure la part des produits que les établissements peuvent consacrer au financement de leurs dépenses d'investissement.

Pour les établissements publics de santé, l'autofinancement brut comprend, d'une part, une fraction de l'excédent des produits réels sur les charges réelles d'exploitation de l'exercice, d'autre part, la dotation aux amortissements et provisions provenant des budgets annexes.

Autofinancement disponible

L'autofinancement disponible résulte de la différence entre le montant de l'autofinancement brut et le montant des dépenses financières nettes. L'autofinancement disponible ainsi dégagé est comparé aux dépenses d'équipement net de manière à mesurer la part de ces dépenses financée sur ressources propres.

Dépenses financières nettes

Les dépenses financières nettes correspondent aux dépenses de la section d'investissement hors investissement direct (remboursement du capital des emprunts, acquisitions d'immobilisations financières, etc...), déduction faite des cessions d'immobilisations financières.

Dépenses d'équipement nettes

Les dépenses d'équipement nettes sont égales au montant des investissements directs (acquisitions et immobilisations en cours), déduction faite des recettes pour aliénations d'immobilisations.

Dettes en fin d'exercice

Cette dette correspond au capital restant dû au 31 décembre de l'année considérée prolongée de la journée complémentaire, sur le montant des emprunts contractés.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts contractés pendant l'exercice, y compris leur fraction à moins d'un an, à l'exception des concours bancaires courants.

Fonds de roulement en fin d'exercice

Le fonds de roulement en fin d'exercice correspond à la partie des capitaux permanents qui n'est pas utilisée pour le financement des actifs immobilisés. Le coefficient de fonds de roulement indique la durée théorique du fonds de roulement rapporté aux dépenses budgétaires réelles.

Trésorerie en fin d'exercice

Le niveau de la trésorerie peut être mesuré par deux indicateurs :

- Le ratio de trésorerie immédiate :

$$\frac{\text{Disponibilités}}{\text{Dettes à court terme et exigibles}}$$
 permet de mesurer la trésorerie immédiatement disponible

- Le ratio de fonds de roulement :

$$\frac{\text{Disponibilités et créances à court terme}}{\text{Dettes à court terme et exigibles}}$$
 permet d'apprécier la trésorerie à court terme

Avertissement méthodologique relatif aux flux budgétaires internes à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)

La direction générale de la comptabilité publique dispose de données brutes tirées des comptes de gestion des comptables publics hospitaliers. Une consolidation simple de ces comptes est effectuée : elle consiste à ôter les remboursements de frais par les budgets annexes supportés par le budget principal (crédits du compte 7584). Ces crédits sont ôtés puisqu'ils correspondent à des flux internes aux établissements publics de santé.

Cependant, il convient néanmoins de souligner le cas particulier de l'AP-HP.

Car, du fait de son organisation budgétaire et comptable spécifique, les données du compte de gestion de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP) ne correspondent pas exactement aux flux financiers réels existant entre l'entité juridique AP-HP et son environnement extérieur.

Ainsi, par exemple, la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) de l'AP-HP commande et règle l'ensemble des médicaments consommés par les cinquante établissements qui composent l'entité juridique AP-HP. De manière à équilibrer son propre compte d'exploitation (sous-section budgétaire), la pharmacie centrale des hôpitaux procède à une refacturation de ces médicaments, suivant une procédure interne, aux cinquante établissements de l'AP-HP. Titres et mandats correspondants à ces flux internes sont émis et leurs montants s'ajoutent aux flux comptables réels entre l'AP-HP et son environnement extérieur.

Les masses budgétaires se trouvent augmentées au sein du compte administratif de l'AP-HP. In fine, ces flux se retrouvent également dans le compte de gestion de l'AP-HP.

Consciente de ce phénomène, la Trésorerie Générale de l'AP-HP a créé depuis quelques années un document intitulé « Situation mensuelle des comptes de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ». Cette situation présente, par groupes fonctionnels, les opérations d'exécution du budget d'exploitation (Budget Général et Dotation Non Affectée) de l'exercice en cours, en termes d'émission de titres de recettes et de mandats de paiement. Cette présentation est consolidée : les opérations internes entre les différentes sections budgétaires sont défalquées. La situation mensuelle de l'AP-HP présente donc des flux réels.

Les données de l'AP-HP restent présentées dans cette brochure telles qu'elles l'étaient dans les brochures des années précédentes, c'est-à-dire qu'elles sont le reflet du compte de gestion.

Cependant, la direction générale de la comptabilité publique, pour surpasser la difficulté d'interprétation des données qui pourrait en résulter, publie ci-dessous un tableau complémentaire, reprenant les recettes et dépenses d'exploitation de l'AP-HP par groupe fonctionnel, de manière à permettre au lecteur d'évaluer les opérations réciproques. Ainsi, le ratio des charges de personnel (groupe 1) par rapport au total des dépenses de personnel s'établit à 63,5 % en 2004. Sur les données non consolidées, ce ratio vaut respectivement 53,8 % en 2004. Certes, le ratio donne une indication différente, mais son évolution reflète l'accroissement des charges de personnel au sein de la section de fonctionnement.

Les données sont rigoureusement identiques en ce qui concerne la section d'investissement (absence d'opérations internes).

Les opérations internes s'élèvent donc à un peu plus de 1.100 millions d'euros pour l'exercice 2004.

Données Comptables de l'AP-HP

SECTION DE FONCTIONNEMENT

(données en millions d'euros - Exercice 2004)

| DEPENSES | Situation AP-HP | %tage | Données DGCP (tous budgets) | %tage |
|-----------------|--------------------|-------|--------------------------------|-------|
| Exploitation | | | | |
| Groupe 1 | 3 740 | 63,5% | 3 741 | 53,8% |
| Groupe 2 | 1 141 | 19,4% | 1 682 | 24,2% |
| Groupe 3 | 510 | 8,7% | 1 013 | 14,6% |
| Groupe 4 | 463 | 7,9% | 486 | 7,0% |
| Hors Groupe | 33 | 0,6% | 33 | 0,5% |
| TOTAL | 5 887 | | 6 955 | |

| RECETTES | Situation AP-HP | %tage | Données DGCP (tous budgets) | %tage |
|-----------------|--------------------|-------|--------------------------------|-------|
| Exploitation | | | | |
| Groupe 1 | 4 617 | 78,0% | 4 619 | 65,6% |
| Groupe 2 | 454 | 7,7% | 488 | 6,9% |
| Groupe 3 | 808 | 13,6% | 1 897 | 26,9% |
| Groupe 4 | 15 | 0,3% | 15 | 0,2% |
| Hors Groupe | 23 | 0,4% | 23 | 0,3% |
| TOTAL | 5 917 | | 7 043 | |

SECTION D'INVESTISSEMENT

(données en millions d'euros - Exercice 2004)

| DEPENSES | Situation AP-HP | Données DGCP (budget général) |
|-----------------|--------------------|----------------------------------|
| Investissement | | |
| Groupe 1 | 225 | 225 |
| Groupe 2 | 400 | 400 |
| Groupe 3 | 33 | 33 |
| Groupe 4 | 4 | 4 |
| TOTAL | 662 | 662 |

| RECETTES | Situation AP-HP | Données DGCP (budget général) |
|-----------------|--------------------|----------------------------------|
| Investissement | | |
| Groupe 1 | 260 | 260 |
| Groupe 2 | 275 | 275 |
| Groupe 3 | 59 | 59 |
| Groupe 4 | 33 | 33 |
| TOTAL | 607 | 607 |